

A LA MEMOIRE DES 1 500 000 VICTIMES ARMENIENNES

24 avril 2020 : 105e anniversaire du génocide arménien de 1915

perpétré par le gouvernement Jeune-Turc

106 ans de déni : ça suffit !

VEILLE MEDIA

Lundi 01 Mars 2021

Retrouvez les informations sur notre blog :

collectifvan.blogspot.com

SOMMAIRE

Info Collectif VAN - collectifvan.blogspot.com - Le Collectif VAN [Vigilance Arménienne contre le Négationnisme] vous propose une revue de presse des informations parues dans la presse francophone sur les thèmes concernant le négationnisme, le racisme, l'antisémitisme, le génocide arménien, la Shoah, le génocide des Tutsi, les crimes perpétrés au Darfour, la Turquie, l'Union européenne, l'occupation de Chypre, etc... Nous vous suggérons également de prendre le temps de lire ou relire les articles mis en ligne dans la rubrique [Info Collectif VAN](#) et les traductions regroupées dans notre rubrique [Actions VAN](#). Par ailleurs, certains articles en anglais, allemand, turc, etc, ne sont disponibles que dans la newsletter Word que nous générons chaque jour. Pour la recevoir, abonnez-vous à la Veille-Média : c'est gratuit ! Vous recevrez le document du lundi au vendredi dans votre boîte email. Bonne lecture!

Exposition / Du 22 mars au 11 juillet - « Le génocide des Arméniens de l'Empire ottoman » au Mémorial de la Shoah de Drancy

23/02/2021 – Agenda Collectif VAN

<https://collectifvan.blogspot.com/2021/02/exposition-du-22-mars-au-11-juillet-le.html>

33ème anniversaire des massacres des Arméniens à Soumgait (en Azerbaïdjan)

01/03/2021 – Collectif VAN

<https://collectifvan.blogspot.com/2021/03/33eme-anniversaire-des-massacres-des.html>

Presse arménienne : Revue du 24 février 2021

01/03/2021 – Collectif VAN

<https://collectifvan.blogspot.com/2021/03/presse-armenienne-revue-du-24-fevrier.html>

Le président refuse de limoger le chef de l'armée, la crise s'aggrave

01/03/2021 - L'Orient-Le Jour

<https://www.lorientlejour.com/article/1253598/le-president-refuse-de-limoger-le-chef-de-larmee-la-crise-saggrave.html>

Arménie : le président refuse de limoger le chef de l'armée, la crise s'aggrave

27/02/2021 - Euronews

https://fr.euronews.com/2021/02/27/armenie-le-president-refuse-de-limoger-le-chef-de-l-armee-la-crise-s-aggrave?utm_term=Autofeed&utm_medium=Social&utm_source=Twitter#Echobox=1614451495

La Turquie dénonce un vote des députés néerlandais sur le génocide arménien

26/02/2021 - Le Journal de Montréal

<https://www.journaldemontreal.com/2021/02/26/la-turquie-denonce-un-vote-des-deputes-neerlandais-sur-le-genocide-armenien>

L'Arménie est au bord de l'implosion, l'armée entre en scène

26/02/2021 - Isabelle Mandraud - Le Monde

https://www.lemonde.fr/international/article/2021/02/26/armenie-l-armee-entre-en-scene-le-pays-au-bord-de-l-implosion_6071280_3210.html?utm_term=Autofeed&utm_medium=Social&utm_source=Twitter#Echobox=1614336335

Turquie: un célèbre comédien risque la prison pour «insulte» à Erdogan

28/02/2021 - Le Journal de Montréal

<https://www.journaldemontreal.com/2021/02/28/turquie-un-celebre-comedien-risque-la-prison-pour-insulte-a-erdogan>

Statement by the Foreign Ministry of Armenia on the 33rd anniversary of the anti-Armenian massacres in Sumgait

27/02/2021 - Ministry of Foreign Affairs

<https://www.mfa.am/en/interviews-articles-and-comments/2021/02/27/sung/10816>

Violences intercommunautaires au Darfour: l'argumentaire des tribus arabes

27/02/2021 - Sébastien Németh - RFI

<https://www.rfi.fr/fr/afrique/20210227-violences-intercommunautaires-au-darfour-l-argumentaire-des-tribus-arabes>

Turquie : face à Erdogan, cette jeunesse qui "ne baissera pas les yeux"

27/02/2021 - Martine Gozlan - Marianne

<https://www.marianne.net/monde/proche-orient/turquie-face-a-erdogan-cette-jeunesse-qui-ne-baissera-pas-les-yeux>

Ancien maire de Saint-Honoré, Maurice Dolmadjian signe un roman sur le génocide arménien

27/02/2021 - Bernard LETERRIER - ledauphine.com

<https://www.ledauphine.com/culture-loisirs/2021/02/27/ancien-maire-de-saint-honore-maurice-dolmadjian-signe-un-roman-sur-le-genocide-armenien>

Arménie : le président refuse de limoger le chef de l'armée

27/02/2021 – Le Point

https://www.lepoint.fr/monde/armenie-le-president-refuse-de-limoger-le-chef-de-l-armee-27-02-2021-2415713_24.php

Arménie: le président refuse de limoger le chef de l'armée, comme le veut Nikol Pachinian

27/02/2021 – RFI

<https://www.rfi.fr/fr/europe/20210227-arm%C3%A9nie-le-pr%C3%A9sident-refuse-de-limoger-le-chef-de-l-arm%C3%A9e-comme-le-veut-nikol-pachinian>

Que reste-t-il de l'héritage de Hrant Dink ?

27/02/2021 – NAM

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=76553

"Tentative de coup d'Etat", crise politique, manifestations... On vous explique la situation en Arménie

27/02/2021 – franceinfo

https://www.francetvinfo.fr/monde/conflit-dans-le-haut-karabakh/tentative-de-coup-d-etat-crise-politique-manifestations-on-vous-explique-la-situation-en-armenie_4312157.html

Qui sont les chrétiens d'Irak?

27/02/2021 – Vatican News

<https://www.vaticannews.va/fr/eglise/news/2021-02/christianisme-irak-histoire-rites-orient-catholiques.html>

Billet/France-Rwanda : ce «R» qui poursuit Hubert Védrine

01/03/2021 - Maria Malagardis - Libération

https://www.liberation.fr/international/afrique/france-rwanda-ce-r-qui-poursuit-hubert-vedrine-20210301_JHSDAMPJPVHZVLDCE23PCC4DP4/

De Fanar aux geôles azéries, la descente aux enfers de Maral Najarian

OLJ / Par Astrig AGOPIAN, à Erevan, le 27 février 2021 à 00h00

<https://www.lorientlejour.com/article/1253460/de-fanar-aux-geoles-azeri-es-la-descente-aux-enfers-de-maral-najarian.html>

Soudan: fosses communes du génocide au Darfour et menace de nouveaux cycles de violences

28/02/2021 – RFI

<https://www.rfi.fr/fr/afrique/20210228-soudan-fosses-communes-du-genocide-au-darfour-et-menace-de-nouveaux-cycles-de-violences>

La Turquie proteste auprès de l'Iran

28/02/2021 - OLJ

<https://www.lorientlejour.com/article/1253542/la-turquie-proteste-aupres-de-liran.html>

Pour les jeunes franco-turcs, la tentation Erdogan

27/02/2021 - Le Figaro

https://www.lefigaro.fr/actualite-france/pour-les-jeunes-franco-turcs-la-tentation-erdogan-20210227?origine=VWT16001&utm_campaign=echobox&utm_medium=Social&utm_source=Twitter#Echobox=1614425333

À Istanbul, le peuple veut du pain

25/02/2021 - Guillaume Perrier – Le Point

https://www.lepoint.fr/monde/a-istanbul-le-peuple-veut-du-pain-25-02-2021-2415489_24.php?utm_medium=Social&utm_source=Twitter&Echobox=1614264346#xtor=CS1-32-%5BEchobox%5D

À Flers, le nationalisme turc à la sauce normande

27/02/2021 - Coline Renault - Le Figaro

<https://www.lefigaro.fr/actualite-france/a-flers-le-nationalisme-turc-a-la-sauce-normande-20210227>

Déclaration à l'occasion du 33^e anniversaire des massacres anti-Arméniens de Soumgaït

27/02/2021 - NAM

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=76755

INFOS COLLECTIF VAN

33ème anniversaire des massacres des Arméniens à Soumgaït (en Azerbaïdjan)



Info Collectif VAN - collectifvan.blogspot.com – Le Collectif VAN vous présente ici la déclaration du ministère artsakhiote des Affaires étrangères publiée sur le site de la Représentation Permanente de la République d'Artsakh en France le 28 février 2021.

Représentation permanente de la République du Haut-Karabagh

Ministère artsakhiote des Affaires étrangères

28 février 2021

Déclaration du ministère artsakhiote des Affaires étrangères à l'occasion du 33ème anniversaire des massacres des Arméniens à Soumgait (en Azerbaïdjan)

Nous rendons hommage à la mémoire des victimes innocentes des pogroms de Soumgait, l'un des événements les plus tragiques de l'histoire contemporaine du peuple arménien.

À la suite des massacres de masse planifiés, perpétrés les 27 et 29 février 1988 dans la ville de Soumgait, située à proximité de la capitale de l'Azerbaïdjan, des dizaines d'Arméniens ont été tués, des centaines mutilés et des dizaines de milliers déportés. Avec la connivence criminelle des autorités de l'Azerbaïdjan soviétique et l'inaction totale des forces de l'ordre, la ville, qui comptait plusieurs milliers de personnes, a été laissée trois jours durant à des casseurs armés qui ont assassiné des citoyens arméniens en toute impunité et avec une cruauté particulière.

Le massacre de Soumgait a marqué le début de toute une série de crimes commis dans le cadre de la politique d'État de l'Azerbaïdjan envers le peuple arménien à toutes les étapes du conflit entre l'Azerbaïdjan et le Karabagh. Après l'effondrement de l'URSS, le nettoyage ethnique systématique des Arméniens et les massacres perpétrés par les autorités

azerbaïdjanaises entre 1988 et 1991 se sont transformés en crimes de guerre lors de l'agression armée déclenchée contre la République d'Artsakh en 1991-1994, 2016 et 2020.

En raison de la politique menée par l'Azerbaïdjan depuis 1988, des milliers d'Arméniens ont été tués, des dizaines de milliers ont été mutilés et des centaines de milliers ont été expulsés de force et perdu leur patrie.

L'impunité et l'absence de réaction appropriée de la communauté internationale ont déclenché une agression et élargi l'échelle des crimes commis par l'Azerbaïdjan contre le peuple d'Artsakh. La haine contre les Arméniens cultivée dans la société azerbaïdjanaise par les autorités azerbaïdjanaises a créé une situation dans laquelle les crimes de guerre, notamment l'humiliation, la torture et le meurtre de prisonniers de guerre et de civils, sont perçus en Azerbaïdjan comme une norme et un exemple à suivre. Le refus de l'Azerbaïdjan de libérer les prisonniers de guerre et les civils, qui ont été capturés à la suite de l'agression azerbaïdjanaise et turque de l'automne 2020, est un exemple frappant d'une politique criminelle engendrée par l'impunité et la permissivité.

Nous nous inclinons devant la mémoire des victimes innocentes des crimes de masse et de la politique xénophobe de l'Azerbaïdjan et appelons la communauté internationale à prendre des mesures efficaces pour forcer les autorités azerbaïdjanaises à renoncer à leur politique criminelle et à créer les conditions préalables à l'établissement d'une paix stable et durable dans la région.

<https://www.haut-karabagh.com/declaration-du-ministere-artsakhote-de-s-affaires-etrangees-a-loccasion-du-33eme-anniversaire-des-massacres-des-armeniens-a-soumgait-en-azerbaidjan/>

<https://collectifvan.blogspot.com/2021/03/33eme-anniversaire-des-massacres-des.html>

Presse arménienne : Revue du 24 février 2021



Info Collectif VAN - collectifvan.blogspot.com - Le Collectif VAN vous présente cette Revue de Presse parue sur le site de l'Ambassade de France en Arménie le 26 février 2021.

Ambassade de France en Arménie

Revue de la presse arménienne du 24 février 2021

Première interview de Pachinian en 2021/ La presse rend compte de première interview de Pachinian en 2021 qu'il a accordé à 1in.am.

Sur la sécurité

Pachinian a déclaré que l'Arménie avait des défis internes et externes qui sont liés à la sécurité. Selon lui, le public a une mauvaise compréhension des obligations de l'Organisation du Traité de sécurité collective (OTSC) à l'égard de l'Arménie. Il a déclaré que les engagements de l'OTSC concernaient les frontières internationalement reconnues de l'Arménie, c'est pourquoi cette organisation n'a pas réagi au conflit au Karabakh. « Et, bien sûr, nous avons également eu des problèmes de sécurité à l'intérieur de l'Arménie et les mécanismes de l'Organisation du Traité de sécurité collective y ont joué un certain rôle. Et cela doit être admis » a déclaré Pachinian. Quant au système global de sécurité régionale, selon lui, l'Arménie doit entreprendre des réformes de l'armée et évaluer le rôle et l'importance que le pays a dans la région et les relations qu'il a dans la région. Pachinian a déclaré qu'il n'y avait pas de problèmes « insolubles » dans la région arménienne de Syunik : « Cela ne signifie pas qu'il n'y a

pas de problèmes. Mais je pense qu'il y a certaines garanties pour la sécurité de la région de Syunik. Il est clair que l'ambiance a changé, ce qui entraîne certaines tensions. Mais je suis sûr qu'avec le temps, ils vont s'affaiblir. De plus, nous prévoyons de mettre en œuvre des programmes socio-économiques à grande échelle dans le Syunik. Et en général, notre objectif est de créer l'ambiance la plus favorable possible autour de l'Arménie et de le Karabakh ».

Sur le déblocage des communications

Selon Pachinian, tous les pays de la région sont intéressés par le déblocage des infrastructures de transport. « Une solution constructive et mutuellement bénéfique à la question de l'ouverture des communications est l'un des facteurs qui peuvent apporter une paix durable à notre région » a déclaré Pachinian. Selon lui, outre une paix durable, le déblocage apporterait certains avantages économiques, changerait l'image et le potentiel économique de la région et de l'Arménie, ce qui « ne signifie pas qu'il n'y a pas de défis à gérer ».

Sur les prisonniers de guerre

Quant à la question des prisonniers de guerre, selon Pachinian, l'Azerbaïdjan tente de faire de la question des prisonniers de guerre un sujet de la vente aux enchères ce qui est « inapproprié » car la déclaration trilatérale du 9 novembre dernier impose une obligation de retour des prisonniers, otages et autres détenus. Selon Pachinian, la partie arménienne est en contact permanent avec le Président russe, des contacts sont en cours entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan sur cette question. « Et, bien sûr, il y a un espoir et une conviction que ces problèmes seront résolus » a déclaré Pachinian.

Sur la politique intérieure

A la question de savoir si en Arménie il y a une crise politique interne, Pachinian a déclaré « Quand nous parlons de crise politique interne, nous devons comprendre ses paramètres. Il y a un gouvernement, il y a une majorité parlementaire, le gouvernement, la majorité parlementaire sont stables ». Selon lui, « de nombreuses questions se sont posées en Arménie dans la période d'après-guerre et il faut répondre à ces questions ». En ce qui concerne les élections anticipées, Pachinian a une fois de plus exprimé la thèse selon laquelle c'est l'opposition qui n'en voulait pas et que les autorités ont décidé de reporter la question jusqu'en juin. « Certaines forces ont l'intention d'utiliser les élections parlementaires comme une plateforme pour des actions radicales, qui

pourraient menacer la stabilité interne ainsi que renforcer les défis externes. Ainsi, après avoir reçu un rejet de l'opposition, nous avons décidé de revenir à notre feuille de route » a déclaré Pachinian. Pachinian a déclaré que l'Arménie n'avait qu'« une institution établie » avant la révolution de 2018 - l'institution de la corruption, mais que les autorités actuelles ont pu la « détruire ». « Cependant, l'argent était et reste un facteur important du pouvoir. Et la particularité de notre équipe est que nous n'avons pas d'argent - ni personnel, ni commun » a déclaré le Premier ministre.

Sur le système judiciaire

Il a souligné une fois de plus qu'il estimait très important de réformer résolument le système judiciaire. Pachinian s'est plaint qu'il y a de nombreuses affaires comme celle du 1er mars 2008 qui sont portées devant les tribunaux depuis de nombreux mois, mais qui n'ont pas encore été jugées. « Le Procureur général, le Ministère de la justice, le Conseil suprême de la magistrature et enfin le Parlement ont du travail à faire ici » a déclaré Pachinian. Selon lui, l'outil de « vetting » des juges qu'il est possible d'utiliser en vertu de la Constitution arménienne est utilisé. « Nous avons donné ces outils à la Commission de prévention de la corruption et si davantage d'outils sont nécessaires, nous les donnerons également » a déclaré Pachinian.

Sur la déclaration de Kocharyan

Commentant la déclaration de Kocharyan selon laquelle s'il était à la tête du pays, il n'y aurait pas de guerre ou de défaite (cf. revue du 6 au 8 février 2021), Pachinian a déclaré que quiconque qui n'était pas à la tête du pays en septembre, octobre et novembre 2020, peut dire la même chose. Selon Pachinian il faut comprendre les origines profondes de la défaite et « s'il s'agit d'une défaite survenue en deux ans ou deux mois, constatons-le et prouvons-le ». Pachinian a déclaré qu'un travail d'analyse était en cours au Ministère de la Défense et à l'état-major général des forces armées pour trouver les réponses aux questions sur la guerre.

Sur les déclarations de Serge Sarkissian

A la demande du journaliste, Pachinian a répondu aux déclarations de l'ancien Président, Serge Sarkissian, faites lors d'une récente interview février (cf. revue du 16 février 2021; cf. revue du 17 février 2021). Pachinian a rejeté la déclaration de Sarkissian selon laquelle le mouvement du printemps 2018 qui a porté Pachinian au pouvoir était un mouvement anti Karabakh. Répondant aux déclarations de Sarkissian sur

les raisons pour lesquelles les « Iskander » n'avaient pas été utilisés dès le 3ème jour de la guerre, Pachinian a répondu « Cette allusion peut m'être adressée, mais je pense que celui qui est rejeté [Sarkissian] devrait connaître les réponses à de nombreuses questions et ne devrait pas poser des questions auxquelles il connaît les réponses. Et peut-être répondront-ils: pourquoi l'« Iskander » tiré n'a pas explosé ou explosé, par exemple, de 10% ». Cette déclaration-ci a été fortement couverte par la presse pro-russe. SputnikArmenia note que 1in.am est un média pro-occidental et indique que Pachinian a utilisé ce média pour critiquer les armes russes. Pachinian a également rejeté la déclaration de Sarkissian selon laquelle l'ex-président avait voulu rester à la tête du pays pour mener les négociations sur le Karabakh. Interrogé sur la nomination de David Tonoyan au poste de Ministre de la Défense, Pachinian a expliqué sa décision par sa réticence à voir des changements drastiques dans l'armée. Dans le même temps, il a rappelé les « réformes entreprises » par son gouvernement, notamment pour améliorer le système de restauration et la fourniture de sous-vêtements. Pachinian a également nié les accusations de Sarkissian selon lesquelles les autorités auraient modifié le plan de réarmement, qui avait été élaboré par le gouvernement précédent. Selon Pachinian, le plan n'a pas été modifié. Il a également rappelé qu'un millier d'affaires pénales ont été ouvertes pour corruption dans l'armée en 2018, précisément dans le domaine de l'acquisition d'armes. « Si nous arrêtons tout le monde, il y aurait des milliards de disparus. Nous avons décidé de continuer les fournitures. Et deuxièmement, une fois qu'un approvisionnement en armes est établi, un canal ne peut être fermé sans une alternative proportionnée ou meilleure » a déclaré Pachinian.

Sur Amulsar

Pachinian a également évoqué la question de l'exploitation de la mine d'Amulsar en déclarant que sa position sur la question n'avait pas changé. « Je suis du même avis qu'il y a un an. Je considère que la composante sécurité de l'exploitation minière est très importante. J'ai toujours dit que nous sommes confrontés à la menace d'une guerre, et si elle commence, le flux de touristes va s'arrêter, et il peut y avoir des problèmes de nature financière » a déclaré Pachinian en ajoutant que grâce aux euro-obligations, la situation financière a été résolue. A la question de savoir si cela signifie qu'il est plus probable que la mine d'or d'Amulsar commence à opérer, Pachinian a répondu « Il existe une telle possibilité, et oui, on peut dire que celle-ci est grande ».

Déclarations d'Ayvazyan lors des discussions de la Commission parlementaire sur l'intégration régionale et eurasienne/

La presse rend compte des déclarations du Ministre arménien des Affaires étrangères, Ara Ayvazyan, lors des discussions de la Commission parlementaire sur l'intégration régionale et eurasienne. Selon lui, des changements ont lieu actuellement dans la configuration des centres de pouvoir régionaux et extrarégionaux et en termes de cessez-le-feu et de sécurité, la Russie joue un rôle clé. Dans le même temps, selon Ayvazyan, les ambitions de la Turquie dans les processus régionaux ont augmenté de manière significative. Le Ministre a déclaré que garantir la sécurité dans la région avait été et restait une priorité de la politique étrangère de l'Arménie. « Le conflit non résolu, à son tour, reste un défi majeur dans la région. Les conséquences de l'agression contre le Karabakh, entreprise avec l'assistance et la participation directe de la Turquie, l'occupation d'une partie des territoires du Karabakh ne peut être considérée comme une solution au conflit » a déclaré le Ministre. Selon lui, seul un règlement politique pacifique respectant les droits de tous et déterminant le statut final du Karabakh peut constituer une solution définitive. Le Ministre a déclaré que pour sa part, Erevan était prêt pour la reprise des pourparlers de paix, mais qu'il fallait pour cela créer un environnement propice à la paix. Selon lui, quant à l'Azerbaïdjan, on ne voit pas de conditions préalables pour cela, comme en témoigne le refus de Bakou de renvoyer les prisonniers de guerre et le fait qu'il crée des divers obstacles à la résolution de ce problème. D'après le Ministre, l'Arménie estime que le seul format de médiation internationale pour le règlement est celui des coprésidents du Groupe de Minsk de l'OSCE et Erevan continuera à soutenir ce format.

Un avion arménien qui s'est « perdu » en Iran/ L'ancien conseiller du Premier ministre, Hakob Chagharyan, a écrit sur sa page Facebook que le 21 février, le Comité de l'aviation civile a reçu un message des autorités de l'aviation des EAU concernant le kidnapping d'un Boeing 737 immatriculé en Arménie et portant la plaque d'immatriculation EK-FAA. Selon ses informations, l'avion a décollé de Tallinn et selon le plan de vol, il devait atterrir à Erevan. En vol, il a été décidé d'aller aux EAU pour la maintenance, mais à la suite d'un problème technique, l'avion a atterri à Téhéran. Le Comité de l'aviation civile d'Arménie a réfuté les informations sur le kidnapping de l'avion. Selon le Comité, ils n'ont pas reçu de confirmation officielle du kidnapping de la part des autorités compétentes. Toutefois, le Comité a été « informé de la localisation de l'avion et travaille en étroite collaboration avec les autorités aéronautiques des pays concernés ». D'après le Comité, il n'y avait pas de passagers à bord de ce

Boeing 737 et les pilotes étaient des ressortissants étrangers. « Le vol était technique et les informations concernant son atterrissage sont en cours d'investigation. La commission enquête sur l'atterrissage non autorisé du vol ». La presse rend compte de la publication Facebook du politologue Suren Sargsyan qui allègue que l'avion aurait été vendu à l'Iran et qu'il y aurait des réactions de la part des États-Unis à la suite de cette vente.

Les manifestations de l'opposition continuent/ L'alliance de l'opposition a continué ses manifestations à Erevan. Dans la matinée, d'importantes forces de police ont été déployées sur la place de la République et dans les bâtiments du gouvernement où les manifestants avaient l'intention de bloquer l'entrée du Premier ministre Nikol Pachinian dans le bâtiment gouvernemental. Cinquante et une personnes ont été arrêtées par la Police. L'une d'entre elles a été blessé. La police a également tenté d'arrêter le Dachnak Ishkhan Saghatelyan, coordinateur de l'alliance de l'opposition, mais les partisans l'ont arraché des mains des forces de l'ordre. Le soir, l'opposition a organisé des rassemblements devant les bâtiments de la police et du Service de sécurité nationale. Plusieurs rues du centre-ville ont également été bloquées. Le candidat au poste de Premier ministre de l'alliance de l'opposition, Vazgen Manukyan, a demandé aux responsables de l'application des lois de ne pas devenir « complices des crimes du Premier ministre ». « Nous avons été témoins de diverses actions policières, mais il n'y a jamais eu une telle brutalité comme celle dont ils font preuve aujourd'hui » a déclaré Manukyan exhortant les citoyens à prendre des photos de tous les policiers qui font usage de la force. Il a déclaré que la société se souviendrait de tous les policiers qui font usage de la force et a demandé au chef de la police fournir des explications. « Le policier doit avoir l'instinct du crime. Devant vos yeux, il [Pachinian] a tué des milliers de personnes [victimes de la guerre], a rendu le Karabakh et nos frontières. Après tout cela, vous ne pensez pas que c'est un criminel ? Ou pensez-vous l'être, mais vous le servez pour le salaire ? Alors vous n'êtes pas des policiers, quittez votre travail » a déclaré Manukyan. Le Dachnak Gegham Manukyan a, à son tour, déclaré que l'opposition s'oriente vers des actions décentralisées dans différentes parties de Erevan.

Les partisans d'Ara Saghatelyan demandent de mettre fin aux poursuites pénales engagées contre lui/ Les partisans de l'ancien chef de cabinet du Parlement, Ara Saghatelyan, s'étaient rassemblés hier devant le bâtiment du Service de sécurité national (SSN) et ont demandé l'arrêt des poursuites pénales à son encontre. Rappelons qu'il est arrêté

dans le cadre de l'affaire d'un faux compte sur les réseaux sociaux qui a publié des publications discréditant et insultant les hauts fonctionnaires arméniens. (cf. revue du 20 au 22 février 2021). Les partisans de l'opposant détenu se sont dits prêts à fournir des preuves de ses activités au profit de l'Arménie. Ils ont qualifié l'affaire de « fabriqué de toutes pièces ». Selon eux, le SSN s'occupe des faux comptes sur les réseaux sociaux, et les agences de sécurité s'occupent de l'isolement des personnes qui peuvent « exposer les programmes secrets de Nikol Pachinian et ses accords avec le président azerbaïdjanais Ilham Aliyev ». D'après eux, les deux chefs d'État ont conclu des accords secrets, dont l'un concerne la route de Karvachar à travers le territoire de Martakert dans le Haut-Karabakh.

Rédaction : Lena Gyulkhasyan

<https://am.ambafrance.org/-Fevrier-2021->

<https://collectifvan.blogspot.com/2021/03/presse-armenienne-revue-du-24-fevrier.html>

MASSACRES ANTI-ARMÉNIENS DE SOUMGAÏT

Déclaration à l'occasion du 33^e anniversaire des massacres anti-Arméniens de Soumgaït

NAM

Il y a 33 ans, du 27 au 29 février 1988, des massacres planifiés d'Arméniens ont été perpétrés dans la ville de Soumgaït (Azerbaïdjan) sous les encouragements des autorités azerbaïdjanaises et la permissivité des forces de l'ordre. Des centaines d'Arméniens ont été tués, y compris des femmes, des enfants et des personnes âgées, et des milliers d'Arméniens ont été déplacés de force.

Le massacre de Soumgaït était une réponse à l'aspiration du peuple de l'Artsakh à affirmer son droit inaliénable à une vie digne et sûre dans sa patrie historique et à exercer son droit à l'autodétermination. L'Azerbaïdjan a opposé aux tentatives d'exercice des droits de l'homme une politique de punition collective, soumettant la population arménienne de la ville de Soumgaït à de graves violences et tortures.

Les atrocités de Soumgaït ont été à l'origine du nettoyage ethnique et des massacres d'Arméniens dans d'autres villes d'Azerbaïdjan, comme Bakou et Gandzak. En outre, la justification sans équivoque de ce crime, la glorification des meurtriers pour avoir tué des Arméniens se sont traduites par les efforts des

autorités azerbaïdjanaises pour résoudre le conflit du Haut-Karabakh par le recours à la force.

L'année dernière, le 27 septembre, la véritable guerre déclenchée par l'Azerbaïdjan contre le Haut-Karabakh et son peuple s'est accompagnée de crimes de guerre similaires contre l'identité arménienne, à une différence près : les meurtres de civils n'ont pas été perpétrés par des foules contrôlées, mais par des membres des forces armées azerbaïdjanaises et les vidéos correspondantes ont été mises en ligne sur Internet.

Au cours de la guerre de 44 jours, les forces armées azerbaïdjanaises, animées par un sentiment d'impunité, ont commis de nombreuses violations du droit international humanitaire et des droits de l'homme, qui constituent autant d'atrocités de masse, y compris le nettoyage ethnique et les crimes de guerre. Tout en adhérant au comportement des groupes terroristes, les forces armées azerbaïdjanaises ont commis des violations à l'encontre des prisonniers de guerre et des civils, ont détruit de manière barbare des monuments historiques et culturels et ont profané des sanctuaires. Les exécutions des prisonniers de guerre et des civils arméniens dans la région de Hadrut, dans l'Artsakh, et dans d'autres colonies tombées sous le contrôle militaire de l'Azerbaïdjan sont le résultat de crimes passés non condamnés.

Aujourd'hui, en rendant hommage aux victimes innocentes des massacres arméniens de Soumgaït, nous soulignons une fois encore la détermination de la République d'Arménie, de la République de l'Artsakh et de tous les Arméniens à vivre une vie libre, indépendante et digne dans leur patrie.

par le dimanche 28 février 2021

© armenews.com 2021

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=76755

GENOCIDE ARMENIEN

Ancien maire de Saint-Honoré, Maurice Dolmadjian signe un roman sur le génocide arménien

ledauphine.com

Maurice Dolmadjian vient de terminer un roman, avec pour trame l'Arménie et le génocide de son peuple en 1915 et 1916. "Meurs et deviens" est l'aboutissement d'une quête mémorielle ininterrompue.

Par Bernard Leterrier – 28/02/2021 à 15:29 | mis à jour à 15:32

Profitant du chaos qui régnait en Europe durant la Première Guerre mondiale, les dirigeants turcs ont décidé de se débarrasser discrètement des Arméniens en exterminant tous ceux qui avaient le tort de n'être ni Turcs ni musulmans dans l'Empire ottoman. Le nombre de tués, dont le grand-père de l'auteur, est estimé entre 1 et 1,5 million de personnes. Il est resté peu de témoins et les survivants sont restés muets de terreur. Quelques-uns ont pu s'échapper et des femmes ont été vendues comme esclaves, leurs descendants continuent de faire vivre le drame de leur peuple. L'Union européenne a reconnu ce génocide en 1987.

Après des années de recherches et d'enquête, Maurice Dolmadjian a tenu la promesse qu'il avait faite à son père afin que l'histoire de sa famille et de voisins de sa ville natale, en Arménie, ne se perde pas dans les méandres temps.

Maurice Dolmadjian est né à Vienne (Isère) en 1944. Entre 1970 et 2008 il est professeur agrégé de philosophie au lycée de la Matheysine de La Mure. Il sera élu maire de Saint-Honoré de 1989 à 1995. Dorénavant, il coule une retraite apaisée toujours à Saint-Honoré, donnant deux cours forts appréciés à l'Université inter-âge du Dauphiné (UIAD).

"Meurs et deviens", paru aux Éditions Kirk Publishing, est disponible en librairie et auprès de l'auteur.

<https://www.ledauphine.com/culture-loisirs/2021/02/27/ancien-maire-de-saint-honore-maurice-dolmadjian-signe-un-roman-sur-le-genocide-armenien>

ARMENIE

L'Éditorial L'Arménie sur un fil

DNA

Par de Pascal Coquis - 27 févr. 2021 à 06:00

Trois mois après la défaite militaire face à l'Azerbaïdjan et à l'ennemi héréditaire turc qui a conduit à la perte du Haut-Karabagh, l'Arménie est un pays amputé et brisé. En colère surtout contre celui qu'il admirait hier encore, le premier ministre Nikol Pachinian, passé en quelques semaines du statut de héros de la nation à celui de traître à la patrie pour avoir signé un accord de paix humiliant.

Pachinian, le rebelle romantique qui, en 2018, avait entamé une longue marche à travers le pays et fait tomber le régime post-soviétique autocratique et corrompu. Pachinian qui avait réussi à entraîner derrière lui tout un peuple et à déboulonner la vieille garde sans effusion de sang, sans braquer plus que ça Poutine. Pachinian qui avait rendu sa fierté à l'Arménie et l'avait placée sur le chemin de la démocratie et des réformes. Cet homme-là, l'homme de la « révolution de velours » qui était aussi celle du sourire et du printemps. Le même

qui est aujourd'hui honni par une partie de ceux qui l'adulaient, et puis bien sûr par les suppôts de l'ancien régime, qui ne pensaient pas tenir leur revanche si tôt. Par l'armée aussi qui exige la démission de ce piètre chef de guerre, ce qui n'est pourtant pas une tradition ici, mais le monde change si vite que les traditions...

Depuis la fin de ce conflit éclair et dévastateur, le pays est en ébullition, au seuil de l'émeute collective et peut-être de la guerre civile. Car Nikol Pachinian a perdu la main, il le sent bien. Mais renoncer, c'est abdiquer et acter un retour en arrière inacceptable. Alors, il durcit le ton, comme le font parfois les hommes acculés et qui essaient de sauver l'essentiel. Pour lui, l'essentiel, c'est la démocratie dans son pays et on peut comprendre qu'il considère que ce soit l'essentiel. Mais son pari est extrêmement risqué. Parce qu'il appelle le peuple à sortir dans la rue, parce que l'opposition appelle le peuple à sortir dans la rue, parce que les militaires disent qu'eux aussi peuvent sortir dans la rue et que ça fait beaucoup trop de monde d'un coup.

<https://www.dna.fr/defense-guerre-conflit/2021/02/26/l-armenie-sur-un-fil>

Arménie: le président refuse de limoger le chef de l'armée, comme le veut Nikol Pachinian

Publié le : 27/02/2021 - 19:00

Le Premier ministre arménien Nikol Pachinian (ici en octobre 2020) a dénoncé une tentative de coup d'État après l'appel à sa démission lancé par l'état-major. AP - Tigran Mehrabyan

Texte par : [RFI](#)

Le président arménien Armen Sarkissian a refusé ce samedi 27 février de signer l'ordre du Premier ministre Niko Pachinian limogeant le chef de l'armée.

La crise politique qui secoue l'Arménie depuis novembre et sa **défaite dans le Haut-Karabakh** vient de connaître un nouveau rebondissement. Le président arménien a refusé de limoger le chef de l'armée, comme le réclamait le Premier ministre Nikol Pachinian.

Armen Sarkissian utilise toutes les possibilités que lui offre un rôle essentiellement honorifique. Scientifique, entrepreneur et ex-diplomate.. créateur du jeu Tetris, il est un des rares hommes politiques à disposer d'un socle de popularité en Arménie. Armen Sarkissian était intervenu une première fois, c'était juste après les troubles qui avaient suivi l'annonce de la fin de la guerre : la **mise à sac du bureau du Premier ministre et du Parlement** notamment. Le président avait proposé alors d'aider à la constitution d'un

gouvernement d'unité nationale, avant de revenir sur son initiative, trop tôt sans doute.

Cette fois le chef de l'État intervient sur deux terrains : juridique -il juge le limogeage inconstitutionnel- et politique. « *Le président, dans le cadre des pouvoirs que lui confère la Constitution, a renvoyé le texte avec des objections* », a expliqué la présidence dans un communiqué, ajoutant que la crise politique « *ne peut pas être résolue par des changements fréquents de responsables* ». Une manière de souligner les nombreux départs de ministres d'envergure depuis la défaite humiliante contre l'Azerbaïdjan et la **fragilité de la position de Nikol Pachinian...**

La pression sur les épaules du Premier ministre ne cesse donc de s'accroître. Jeudi, alors que **l'état-major avait appelé à sa démission**, le chef du gouvernement avait dénoncé une tentative de coup d'État, ordonné le limogeage du chef de l'armée Onik Gasparian, et réuni quelque 20 000 de ses partisans dans la capitale Erevan. L'opposition a répondu, elle aussi, jeudi et vendredi avec des milliers de manifestants, exigeant la démission du Premier ministre. Ils étaient encore au moins 5 000 ce samedi matin devant le Parlement.

Parvenu au pouvoir après une révolution dite « de velours » en mai 2018, Nikol Pachinian risque chaque jour un peu plus de devoir céder pour des législatives anticipées.

<https://www.rfi.fr/fr/europe/20210227-arm%C3%A9nie-le-pr%C3%A9sident-refuse-de-limoger-le-chef-de-l-arm%C3%A9e-comme-le-veut-nikol-pachinian>

L'Arménie est au bord de l'implosion, l'armée entre en scène

Le Monde

Publié le 26 février 2021 à 10h32 - Mis à jour le 26 février 2021 à 18h51

L'état-major réclame la démission du premier ministre Nikol Pachinian, sous pression depuis la défaite du pays face à l'Azerbaïdjan, dans le Haut-Karabakh.

Par [Isabelle Mandraud](#)

Commencée sitôt après le cessez-le-feu signé sous l'égide de Moscou, le 9 novembre 2020, mettant fin aux affrontements armés avec l'Azerbaïdjan pour le contrôle du Haut-Karabakh, la crise politique s'aggrave en Arménie. Dans une « déclaration du siège général des forces armées » publiée jeudi 25 février sur le compte Facebook de son porte-parole, c'est tout l'état-major arménien qui est entré en scène. « *Les forces armées de la République d'Arménie exigent la démission du premier ministre et du gouvernement* », proclame le document,

qui dénonce la « *gouvernance inefficace des autorités de tutelle* » et de « *graves erreurs de politique étrangère [qui] ont conduit le pays au bord de l'effondrement* ». Parmi les signataires figure, au premier rang d'une longue liste d'officiers, le chef d'état-major de l'armée arménienne, Onik Gasparian.

La réaction du premier ministre, Nikol Pachinian, a été immédiate. Tout en qualifiant cette déclaration de « *coup d'Etat* » et en limogeant sur-le-champ le colonel général Gasparian, il a appelé ses partisans à descendre dans la rue. A 16 heures, le jour même, le chef du gouvernement, entouré de sa famille et de gardes du corps, s'est mêlé à la foule de quelque 20 000 personnes rassemblées au centre d'Erevan, la capitale de ce petit pays du Caucase. Muni d'un porte-voix, il a exhorté les militaires à s'occuper de leurs affaires, « *protéger les frontières et l'intégrité territoriale de l'Arménie* ». « *L'armée ne peut pas participer aux processus politiques. L'armée doit obéir au peuple et aux autorités élues par le peuple*, a-t-il ajouté sous les hourras. *Ce sont mes ordres et personne ne peut y désobéir.* »

Puis M. Pachinian s'est fait plus menaçant à l'égard de ses opposants. « *Ceux qui ont volé le peuple n'ont pas la possibilité de revenir au pouvoir... Si quelqu'un franchit les limites des déclarations politiques, il sera arrêté.* » « *La fin du velours !* », a-t-il lancé en référence à la « révolution de velours », le mouvement de contestation pacifique qui l'a porté au pouvoir au printemps 2018. Comme ils le font quasi tous les jours depuis l'arrêt des combats dans le Haut-Karabakh, les partis d'opposition avaient également appelé, jeudi, les Arméniens à manifester devant le Parlement. Un dangereux face-à-face a parfois opposé les deux bords. Des partisans du premier ministre se sont jetés sur des véhicules porteurs du portrait de M. Pachinian maculé de sang. Quelques coups de poing ont été échangés.

La suite est réservée aux abonnés.

https://www.lemonde.fr/international/article/2021/02/26/armenie-l-arme-e-entre-en-scene-le-pays-au-bord-de-l-implosion_6071280_3210.html?utm_term=Autofeed&utm_medium=Social&utm_source=Twitter#Echobox=1614336335

GUERRE DU HAUT-KARABAKH

De Fanar aux geôles azéries, la descente aux enfers de Maral Najarian

Poussée à l'exil par la crise libanaise, cette coiffeuse de confession arménienne s'est retrouvée prise au piège de la guerre dans le Haut-Karabakh.

OLJ / Par Astrig AGOPIAN, à Erevan, le 27 février 2021 à 00h00

Veuve depuis trois ans, Maral Najarian travaille dans son petit salon de coiffure à Fanar, avec sa fille âgée de 23 ans. Sa sœur Ani est représentante commerciale. La crise économique qui frappe le Liban de plein fouet en cette fin d'année 2019 les touche de plus en plus durement. Le quotidien devient difficile, les privations se multiplient. Les deux sœurs, issues d'une fratrie de sept enfants, rêvent de nouveaux horizons. Alors au fil des mois naît un désir plus concret : quitter le Liban.

D'origine arménienne, elles s'orientent naturellement vers l'Arménie, dont elles peuvent facilement obtenir la nationalité. « On s'est dit que l'on parlait déjà la langue, donc que ce serait pratique, et puis que finalement l'Arménie, c'est aussi notre patrie. On pensait que le gouvernement serait ravi de voir des membres de la diaspora venir s'installer et qu'ils nous aideraient », raconte Ani Najarian. Début août 2020, les deux sœurs achètent leurs billets d'avion Beyrouth-Erevan. Elles laissent derrière elles leurs enfants, avec le projet de les faire venir plus tard, si tout se passe bien. L'explosion meurtrière dans le port de Beyrouth le 4 août est la goutte de trop. « On s'est dit qu'on faisait le bon choix, qu'on aurait même dû partir plus tôt, » se souvient Ani. Plus d'un millier de Libanais d'origine arménienne ont quitté le Liban pour s'installer en Arménie dans les jours qui ont suivi l'explosion, selon le ministère de la Diaspora arménien.

Le 25 août, Maral et Ani s'envolent vers Erevan. Elles sollicitent les autorités pour obtenir de l'aide et apprennent qu'il existe un programme de repeuplement du Haut-Karabakh, province autoproclamée peuplée très majoritairement d'Arméniens, et non reconnue par la communauté internationale. « On s'est dit qu'au point où on en était, ça revenait au même. Tant qu'on aurait un logement, un travail, dans une région où les gens parlent arménien, on s'adapterait », explique Ani.

« On est des Libanaises, la guerre, on connaît »

Une vingtaine de jours plus tard, Ani et Maral se rendent à Latchin (Berdzor en arménien) et restent à l'hôtel en attendant que leur logement soit prêt. Mais dès le 27 septembre, la guerre reprend ses droits dans l'enclave, officiellement territoire azéri. Un conflit qu'elles n'avaient pas vu venir. Les deux sœurs restent cachées dans l'hôtel pendant une semaine. « Nous sommes libanaises, la guerre, on connaît. On s'est dit qu'on pouvait vivre comme ça le temps que ça passe. On imaginait que ça ne durerait pas plus que quelques jours, et puis que l'Arménie gagnerait, comme la dernière fois », raconte Ani. La dernière fois, c'était entre 1988 et 1994. Les Arméniens s'étaient emparés de la région du Haut-Karabakh et de sept districts azerbaidjanais alentour, après une guerre sanglante pour les

deux pays. Depuis, des tensions subsistaient et une guerre de quatre jours avait eu lieu en 2016. Celle de 2020 a fait plus de 5 000 morts.

Les affrontements se prolongent. Maral et Ani fuient précipitamment vers Erevan, où elles resteront le temps des hostilités. Le cessez-le-feu entre en vigueur le 10 novembre 2020. L'Arménie a perdu. Dans les jours qui suivent, l'Azerbaïdjan va prendre le contrôle de plusieurs portions du Haut-Karabakh, dont Latchin, où étaient censées s'installer les deux sœurs.

Les hivers sont rudes dans le Caucase et les températures ont chuté depuis septembre. Les sœurs Najarian décident donc d'envoyer Maral chercher leurs affaires d'hiver restées à l'hôtel au Karabakh, avant que ce ne soit plus possible. Le 10 novembre, après le déjeuner, elle prend la route accompagnée de Viken Eujelkian, un autre Libanais d'origine arménienne qui avait bénéficié du même programme pour s'installer à Shusha (Shushi) dans le Haut-Karabakh. Viken avait été soldat volontaire auprès de l'armée arménienne pendant une semaine lors de la guerre.

Dans la soirée, Maral appelle sa sœur pour lui dire qu'ils prennent de l'essence à Goris, près de la frontière avec le Karabakh, à une heure de route de l'hôtel de Latchin. Puis, plus rien. « J'ai appelé des dizaines de fois. Je savais qu'il y avait des problèmes de réseau, mais ils avaient pris des batteries et à un moment ça aurait capté. J'ai appelé l'employée de l'hôtel qui les attendait, mais elle m'a dit qu'ils n'étaient jamais arrivés. Je me suis immédiatement doutée qu'il était arrivé quelque chose de grave », soupire Ani. Maral Najarian est ajoutée à la liste des personnes disparues, aux côtés de 200 à 300 soldats et civils arméniens depuis la fin des affrontements. Parmi eux, certains ont été tués, mais leurs corps n'ont pas été retrouvés ou identifiés. D'autres ont été faits prisonniers de guerre.

« Un jour il disait qu'elle était morte, le jour suivant qu'elle était vivante »

Le 24 novembre, le compte Facebook de Maral s'active. Sa famille reçoit des messages en russe. « Nous ne parlons pas russe, dit Ani. Mais ça ne pouvait vouloir dire qu'une chose : elle était aux mains des Azerbaïdjanais. Leur langue ressemble au turc que je parle un peu. Donc nous avons répondu à leurs messages en turc. » À travers ces échanges, la famille espère obtenir des informations. Mais elle comprend rapidement qu'elle ne pourra pas en tirer grand-chose. « Un jour il disait qu'elle était morte, le jour suivant qu'elle était vivante. Il disait des horreurs sur elle. On a compris que la personne qui avait pris son téléphone s'amusait à nous torturer », affirme Ani. Une vidéo de Viken Eujelkian confessant – visiblement sous la contrainte – être un mercenaire libanais est mise en ligne en novembre. Il est qualifié de terroriste pour avoir participé à la guerre en tant que soldat arménien. Mais aucune information ne sort concernant Maral. Désespérée, Ani contacte les autorités arméniennes et libanaises, ainsi que la Cour européenne des droits de l'homme. « Quand

j'appelle, on me demande si j'ai du nouveau, au lieu de me donner des informations. C'est le monde à l'envers ! » s'exclame-t-elle.

Le vendredi 12 février 2021, la branche libanaise de la Croix-Rouge contacte les proches de Maral. L'organisation a pu lui rendre visite. Emprisonnée à Gubistan, une prison située à 70 kilomètres de Bakou, elle est bien en vie. « On ne sait rien d'autre. On ne sait pas dans quel état elle est, comment ils la traitent, ce qu'ils lui veulent », affirme Ani. « La libération et le rapatriement des prisonniers de guerre sont clairement convenus dans l'accord du 9 novembre et l'Arménie a accepté l'échange selon le principe de "tous contre tous", affirme Anna Naghdalyan, porte-parole du ministère arménien des Affaires étrangères.

L'Arménie n'épargne aucun effort pour rapatrier tous les prisonniers de guerre et otages civils, dont Maral Najarian, dans les meilleurs délais. » « Nous avons pensé que ce serait plus facile pour le Liban d'agir et de communiquer, étant donné que nous sommes libanais, que nous sommes nés et que nous avons vécu toute notre vie au Liban, et qu'il y a une ambassade azerbaïdjanaise à Beyrouth, contrairement à l'Arménie », affirme Ani. Contactée par L'OLJ, les délégations libanaise et arménienne de la Croix-Rouge n'ont pas souhaité s'exprimer. Elles ont toutefois affirmé collaborer et travailler activement avec les gouvernements d'Azerbaïdjan, d'Arménie et du Liban. Les autorités libanaises n'ont pas donné suite à nos demandes d'interview. « Le fait que Maral ait deux citoyennetés ne change rien au fait qu'elle a été kidnappée et prise en otage, et qu'elle doit être libérée. Elle est une otage civile », affirme Arman Tatoyan, le défenseur des droits de l'homme de la République d'Arménie.

Sur les réseaux sociaux, la famille de Maral partage le hashtag #FreeMaral, espérant qu'une médiatisation empêchera le gouvernement azerbaïdjanais de l'exécuter. Côté azerbaïdjanais, des posts circulent accusant la coiffeuse de Fanar d'être une tireuse d'élite, sans preuves. « Cette information est évidemment totalement fausse et elle contredit les principes internationaux en matière de droits de l'homme. L'objectif de ces accusations est de ralentir artificiellement le processus à travers l'abus de procédures légales, en présentant nos prisonniers de guerre et otages comme des terroristes ou des criminels », ajoute Arman Tatoyan. Le 28 janvier 2021, cinq prisonniers de guerre arméniens ont été rapatriés. Pour l'heure, les autorités libanaises ne se sont pas prononcées publiquement sur le cas de Maral Najarian.

<https://www.lorientlejour.com/article/1253460/de-fanar-aux-geoles-azeri-es-la-descente-aux-enfers-de-maral-najarian.html>

FRANCE/TURQUIE

Pour les jeunes franco-turcs, la tentation Erdogan

Le Figaro (site web) samedi 27 février 2021

ENQUÊTE - La jeune génération de la diaspora est une cible de choix pour Ankara, qui encourage ses membres à devenir des ambassadeurs du nationalisme turc.

De son premier vote, Ohran garde un souvenir « de fierté ». Nous sommes alors en juin 2018 et le jeune normand franco-turc glisse un bulletin pour le parti de Recep Tayyip Erdogan dans l'urne. Tout comme ses cousins et ses amis de lycée, avec qui il s'est rendu au consulat de Nantes pour les élections présidentielles turques. « Nous avons ensuite fait une petite fête pour célébrer la victoire du président et le futur de notre pays », se souvient, enthousiaste, le jeune homme.

Les 2500 kilomètres et les deux générations qui séparent Ohran d'Istanbul n'ont pas éloigné le jeune Franco-Turc de la vie politique du pays de ses grands-parents. Au contraire : pour lui comme pour beaucoup d'autres jeunes au sein de la diaspora, Erdogan est très populaire. Cet automne, la DGSI adressait plusieurs rapports dévoilant l'ampleur de l'entrisme turc en France, selon le JDD. Dans le viseur d'Ankara, la jeunesse est une cible de choix. « L'enjeu, pour Erdogan, est de parvenir à faire d'une troisième génération d'immigrés de vrais citoyens turcs capables de défendre les intérêts du pays à l'étranger », explique Stéphane de Tapia, géographe au département d'études turques de l'université de Strasbourg. « Et ça marche. Je vois un nombre affolant de mes étudiants écrire dans leurs copies « notre président », « notre puissance » ! »

Une jeunesse «travaillée au corps»

Avec 600.000 ressortissants turcs en France, la réserve électorale est alléchante. Dès l'enfance, les jeunes Franco-Turcs bénéficient d'un encadrement strict, qui commence à la maison, et se poursuit à la mosquée. Deux associations tiennent l'essentiel des mosquées turques. Le Comité de coordination des musulmans turcs de France (CCMTF) est organiquement lié à Ankara et au Diyanet, le ministère des affaires religieuses. La seconde, Mili Görüs, prône un islam politique, et si elle n'est pas rattachée à l'État turc, elle est idéologiquement liée à l'AKP dont elle partage la ligne conservatrice. « Mon grand-père était proche de Mili Görüs, il avait la consigne de voter Erdogan », raconte Sami*, jeune Franco-Turc de 20 ans.

La mosquée n'est pas seulement le lieu de la prière du vendredi, c'est aussi et surtout un endroit social où la communauté turque se retrouve et

où la jeunesse fait son apprentissage. «On y fait plein de choses, des conférences, des rencontres, de l'aide au devoir... » explique Sami. Le jeune homme se souvient d'une conférence, donnée à la mosquée rattachée au CCMTF qu'il fréquente. Yves Bénard, auteur de l'ouvrage Le génocide arménien : et si on nous avait menti ? y remettait en cause la qualification de génocide des événements de 1915. «On nous a dit que le lobby arménien était puissant. Alors qu'il fallait nous qu'on s'investisse, qu'on aille voter, pour faire entendre notre voix» se souvient-il.

Même à l'école, les ELCO (Enseignement des langues et des cultures d'origine, réformés pour devenir les EILE) sont suspectés de prendre part à cet encadrement. Mehmet*, près de Lyon, se souvient de ces cours dispensés par des professeurs venus de Turquie. « On y apprenait l'histoire de l'empire ottoman selon le programme turc , raconte-t-il. On nous parlait des Kurdes et des Arméniens comme des ennemis du pays ». Quand l'heure des leçons est finie, les séries prennent la suite. « Avec l'arrivée du satellite, les enfants d'immigrés ont baigné entre les discours d'Erdogan et les séries à la gloire du pays », explique Gimze, la trentaine. Résurrection: Ertugrul raconte ainsi l'histoire de la dynastie ottomane. Elle a autant séduit le président turc que les adolescents vivant en France. « Tout le monde regardait », se souvient Ali, 19 ans.

Pour s'attirer les faveurs d'une jeunesse entre deux mondes, le président turc a ensuite joué la carte de la victimisation. La défense de l'Islam se mêle à celle de la nation lorsque fin 2020, Erdogan multiplie les saillies contre la publication des caricatures de Charlie Hebdo. « Les jeunes se sentent victimes du système. Erdogan leur propose une fierté qui réside dans leur identité turque. Il leur dit « soyez fiers, intégrez-vous, devenez des ambassadeurs de la Turquie» , explique Muharem Koç, président de l'association ASTU, marquée à gauche. Ali approuve à demi-mot: « On fantasme beaucoup la Turquie. Mais on n'y va qu'en vacances» . Le soft power porte ses fruits. « Il faut dire qu'ils sont travaillés au corps dès la naissance », résume Stéphane de Tapia. Aux dernières élections, Recep Tayyip Erdogan décrochait en France 67% des voix.

Agir en France

Voter à l'étranger... ou agir en France. En 2015, un parti principalement issu de la communauté turque voit le jour : le Parti Égalité et Justice. Dans son programme résolument conservateur, une révision de la laïcité, et une plus grande prise en compte de l'islam. Le parti communiste français le qualifiait en 2017 d'« officine officieuse de l'AKP» . S'il se défend de tout communautarisme, 80% de ses candidats en 2017 étaient

issus de la diaspora, à l'instar de son président Şakir Çolak, qui évoquait en 2017 le « soi-disant génocide arménien » .

Quand il s'agit de défendre le président turc qualifié par le journal Le Point de « Dictateur », quand des associations arméniennes affichent leur soutien au Haut-Karabakh, ou quand des personnalités kurdes se présentent aux élections, la jeunesse franco-turque se mobilise. Y compris par des voies plus prosaïques. À Décines-Charpieu, près de Lyon, 250 jeunes ultranationalistes turcs ont défilé le 28 octobre pour affirmer leur volonté d'en découdre avec les Arméniens. Certains se revendiquent « Loups Gris », nom d'un groupuscule d'extrême droite turc. À leur tête, l'ex-candidat du parti Égalité et Justice Ahmet Cetin, également responsable de la branche jeunes du Cojep, une ONG d'obédience islamiste turc. Arborant la moustache en fer à cheval chère au mouvement, le jeune homme, déclarait dans un direct Instagram: « que le gouvernement me donne 2000 euros et une arme, et je ferai ce qu'il y a à faire ».

Qui se cache réellement derrière ces Loups Gris, dissous par Gérald Darmanin sans qu'il n'existe d'association officielle ? Si beaucoup de jeunes turcs endossent l'appellation comme un costume d'ultranationaliste, certains se réunissent sous le nom de « Foyers idéalistes », le nom officiel des « loups gris ». Ils ne sont pas reliés à l'AKP d'Erdogan, mais à son allié, le MHP, un parti nationaliste et panturquiste. « Les Foyers idéalistes n'ont pas fermé, soutient Taylan, membre d'un foyer idéaliste en Isère. La police est venue, on a dû enlever nos symboles sur les portes de nos locaux, c'est tout. »

Pressions et intimidations

Dans le viseur de ces groupes, les personnalités et associations qui portent un discours alternatif à celui porté par l'AKP subissent régulièrement pressions et intimidations. Zerrin Bataray, avocate d'origine kurde farouchement anti-Erdogan, et candidate PCF à plusieurs élections depuis 2017, en a fait les frais. « Il y a eu une campagne de désinformation, des menaces, notamment sur les réseaux sociaux. On a dit que j'étais terroriste . On craignait des perturbations, alors nos réunions publiques étaient protégées par la gendarmerie .»

Même son de cloche à Strasbourg, où l'ASTU, l'association de Muharem Koç, proche de la gauche qui cultive son indépendance vis-à-vis de l'AKP et qui critiquait en 2017 la répression du gouvernement après la tentative de coup d'État. « Nous avons été la cible de campagnes de désinformation

de la part du Cojep qui nous traitait de « traîtres ». On a porté l'affaire devant les tribunaux », se souvient-il.

Muharem Koç continue d'œuvrer pour lutter contre l'enfermement nationaliste, dans les classes d'école et les quartiers, il affiche son optimisme. Mais certains jeunes restent viscéralement attachés à leur nationalisme assumé. « Comme disait Atatürk, c'est à la jeunesse de défendre la République », répète Taylan, le jeune Loup Gris.

https://www.lefigaro.fr/actualite-france/pour-les-jeunes-franco-turcs-la-tenation-erdogan-20210227?origine=VWT16001&utm_campaign=echobox&utm_medium=Social&utm_source=Twitter#Echobox=1614425333

À Flers, le nationalisme turc à la sauce normande

REPORTAGE - Dans l'Orne, la communauté turque s'organise entre discrétion et repli identitaire. Une réserve électorale de choix pour Ankara, qui s'attache à renforcer ses liens avec la diaspora.

Le Figaro

Par Coline Renault

Publié le 27/02/2021 à 07:00

« Excusez-moi, il faut que je décroche. » Avec son écharpe à logo tricolore, Subay Sahin est un politique : à la fois maire adjoint de la ville et vice-président de l'Amicale franco-turque. Si Flers est la « capitale » des Turcs de l'Orne, l'association en est le cœur social, religieux, éducatif et commercial. Dans la salle commune, on a pris soin de placer en vis-à-vis du large drapeau turc un étendard français. Pas de vagues. Sous l'œil d'Ankara, la discrétion est le maître mot du repli identitaire.

Flers se situe dans une campagne qui n'est ni tout à fait bucolique, ni tout à fait industrielle. La route qui y mène, depuis Caen, n'est ni rectiligne, ni serpentante. Les rues sont grises, comme le sont les villes bombardées puis reconstruites dans la précipitation de l'après-guerre. C'est ici qu'une communauté turque s'est installée dans les années 70, après avoir abandonné le village de Posoff, à la frontière géorgienne. Les hommes sont venus trouver du travail dans les fonderies de la région, bientôt rejoints par leurs familles et amis. Les Turcs représentent aujourd'hui près de 3000 habitants sur les 14.000 que compte Flers. « Gurbet » : ainsi nomme-t-on le mal du pays, en turc. Trois générations plus tard, il se conjugue au nationalisme.

L'Amicale inscrit à l'heure turque le quotidien et les parcours de vie. On y prie, on y fait ses courses au sous-sol, qui révèle un supermarché débordant de victuailles turques, improbable dans une petite ville normande. Et surtout, jeunes, moins jeunes, diplômés et ouvriers s'y rencontrent pour parler turc sous l'œil d'Atatürk, le père fondateur. «Quoi, encore une Turquie ? Elle n'a pas trouvé de stage ? OK, je m'en occupe» , tranche Subay Sahin au téléphone. L'homme joue aussi à l'éducateur, et un peu au diplomate lorsqu'il faut arbitrer, la saison des mariages venue, le calendrier de l'endogamie locale. « L'association supervise tous les pans de la vie des Turcs de Flers », explique-t-il. L'amicale ne touche aucune subvention de la mairie : «Pour construire le bâtiment, tous les hommes de la communauté ont donné un coup de main.» La solidarité communautaire resserre les liens.

Une vie sous l'œil du consulat

Un relais utile aussi pour Ankara, qui souhaite garder un œil sur la diaspora. L'imam de la mosquée de l'Amicale est salarié du Ditib, la direction des affaires religieuses turques directement rattachée au gouvernement. À l'étage, les salles de classe accueillent les controversés cours d'Elco, des cours de langue et de civilisation assurés par des professeurs engagés par le pays d'origine. Des photos postées sur la page Facebook montrent les dernières visites de courtoisie des autorités diplomatiques. Posent ensemble son excellence l'ambassadeur, le président de l'amicale franco-turque Selcuk Bilici, et Nathalie Goulet, élue de l'Orne, longtemps vice-présidente du groupe d'amitié franco-turque au Sénat. Où s'arrête la diplomatie, où commence la politique ? Lors de l'élection présidentielle turque de 2018, la communauté, passeports turcs en main, s'est rendue au scrutin du consulat de Nantes dans des bus réservés par l'Amicale, qui se défend de tout militantisme. Sur les sièges, «des tracts et des pin's de l'AKP attendaient quand même les votants» , affirme un jeune homme. À Flers, personne ne s'en cache : la majorité soutient ardemment Erdogan, et dans une petite communauté où chacun se connaît, il est peu de voix pour tenir un discours discordant.

Avec une densité de six restaurants turcs pour 10.000 habitants, Flers la Normande peut désormais prétendre au titre de capitale nationale du kebab. L'un d'entre eux s'appelle le «One minute» : hommage, selon la légende, à la célèbre apostrophe du président turc pour interrompre Shimon Peres au forum de Davos, en 2009. Car derrière les enseignes qui clignotent sur les façades grises du centre-ville, la politique n'est pas un

tabou. En tout cas, chez les partisans de l'AKP : «C'est un devoir de citoyenne turque de choisir notre président pour notre pays», déclare solennellement Gülten à l'Istanbul Grill. Talons et cheveux brochés, la quadragénaire a des airs de femme d'affaires, comptable le jour, gérante du restaurant la nuit . «Il y avait un comité local de l'AKP à Flers, j'aurais aimé avoir le temps de m'investir !» «À Flers, nous sommes assez conservateurs en ce qui concerne la religion et la culture turque. D'où notre penchant pour Erdogan », analyse Mehmet*.

Pression de groupe

Les plus critiques ne s'expriment qu'à l'abri des oreilles indiscrètes. « Au début, je débattais beaucoup avec mes amis sur Facebook, mais je n'ose plus. J'ai peur d'avoir des ennuis, voire de ne plus pouvoir retourner en Turquie », explique cet étudiant qui préfère rester anonyme. Dans la cuisine de ses parents, la télévision toujours allumée crache toute la journée les discours du président turc. « Si on a le malheur d'exprimer un autre point de vue, on est taxé de traître à nos origines , soupire Gizem, en servant sur la table des assiettes de mantis, des raviolis turcs. Je suis consternée. J'évite de parler de politique, les débats sont beaucoup trop enflammés. » La communauté turque de Flers est un village où il ne fait pas bon marcher hors des clous. « Le nationalisme légitime l'appartenance identitaire, et la pression du groupe est très forte », analyse celle qui avait été approchée par l'ambassade pour porter à Ankara la voix des Turcs de France.

Aux alentours de Flers, il y a un restaurant qu'une règle tacite suggère d'éviter. Pour cause, son propriétaire est accusé d'appartenir au mouvement Güllen, du nom du prédicateur soupçonné d'avoir fomenté le coup d'État de juillet 2016. Le propriétaire, aujourd'hui en retrait de toute activité militante, a été mis au ban de la communauté, comme de nombreux chefs d'entreprise. « À vrai dire, ça n'avait jamais posé de problème avant. Beaucoup de Turcs adhéraient à ce mouvement. Après juillet 2016, tout le monde s'est désavoué. Le sentiment patriotique a été décuplé », affirme Mehmet. « Des vendus ! » tranche Gülten. « Je n'ai rien à dire à ces gens-là. Je ne les fréquente pas. » Avant d'ajouter : « Il ne faut pas oublier d'où on vient. » De Turquie ? « De Posoff » , rectifie-t-elle. « Posoff a évolué, mais à Flers, nous sommes restés traditionnels, un peu rustiques peut-être, à l'ancienne. Erdogan est comme nous. » En 2018, la diaspora turque française a voté à 60% pour l'AKP.

TURQUIE

Turquie : face à Erdogan, cette jeunesse qui "ne baissera pas les yeux"

Marianne

Par *Martine Gozlan*

Publié le 27/02/2021 à 10:00

D'Istanbul à Ankara, les étudiants manifestent contre un pouvoir jugé autoritaire, corrompu et bigot. Dans leurs rangs, on trouve des jeunes issus de familles laïques, mais aussi religieuses, et parfois même qui ont pu soutenir le parti d'Erdogan.

Erdogan a-t-il sous-estimé la capacité de résistance de ses jeunes compatriotes à sa machine de propagande et d'intimidation ? Depuis bientôt deux mois, une vague de contestation étudiante déferle à travers le pays. Tout est parti de la prestigieuse université du Bosphore, institution connue pour son indépendance. La désignation autoritaire d'un nouveau recteur, Melih Bulu, au début de janvier, déclenche la stupeur des professeurs et des étudiants. Erdogan l'a nommé directement, sans même s'embarrasser de l'avis des trois sommités académiques habituellement chargées de soumettre leurs propositions à la présidence. L'homme adoubé par le sultan est un membre influent de l'AKP, le parti au pouvoir.

La stupeur se change rapidement en colère. À partir du 4 janvier, les professeurs se regroupent devant le bureau du recteur en lui tournant ostensiblement le dos. Les étudiants les rejoignent et les manifestations se succèdent. Un slogan résume l'atmosphère : « Nous ne baisserons pas les yeux. » La riposte à un ordre des policiers – « Baisse les yeux ! » – lancé aux premiers protestataires.

"Une nouvelle énergie"

Cet article est réservé aux abonnés

<https://www.marianne.net/monde/proche-orient/turquie-face-a-erdogan-cette-jeunesse-qui-ne-baissera-pas-les-yeux>

Que reste-t-il de l'héritage de Hrant Dink ?

NAM

Le 19 janvier a marqué le 14^e anniversaire de l'assassinat de Hrant Dink. Le rédacteur en chef d'Agos, abattu froidement dans les rues d'Istanbul, avait contribué de façon déterminante au changement dans la relation entre Arméniens et Turcs. Ses réflexions ont donné une perspective à la réconciliation. Hrant avait bougé les lignes. Le mouvement qu'il avait suscité agitait en profondeur la société turque. De nombreux intellectuels affirmaient leur solidarité avec Hrant. On se souvient des positions d'Hasan Cemal, petit-fils de Djemal Pacha, et des actions du mécène Osman Kavala pour œuvrer dans le sens de cette réconciliation.

Aujourd'hui cependant, le procès des assassins n'est toujours pas clos. Soumis à de fortes pressions politiques, il s'éternise au gré du rapprochement et de l'éloignement du pouvoir avec cette faction de l'état profond un temps désignée sous le nom d'Ergenekon. La haine d'Erdogan contre son ancien allié islamiste Fetullah Gülen a remplacé celle qu'il avait contre les nationalistes d'Ergenekon. La nouvelle alliance entre les islamistes de l'AKP et les ultra-nationalistes du MHP enlève tout espoir de voir, dans un proche avenir, la lumière faite sur l'assassinat.

Dans la société civile, les amis proches d'Hrant Dink sont souvent en exil ou en prison. Osman Kavala en est le symbole le plus terrible. Son procès est kafkaïen. Il encourt une peine de prison à perpétuité !

Après la presse, l'état Turc s'attaque à la culture. L'université de Bogaziçi est en passe d'être reprise en main par le pouvoir. La fondation Hrant Dink y avait organisé plusieurs colloques. Il faut noter, malgré tout, que la répression s'est abattue plus rudement contre les Kurdes, qui représentent un enjeu électoral, que contre les Arméniens. Le journal Agos continue de paraître et la Fondation Hrant Dink continue ses activités. Elle a même remis en septembre dernier son prix annuel à Osman Kavala alors qu'il était déjà incarcéré.

En Turquie, les amis de Hrant, sous le choc de la répression, continuent néanmoins leurs activités. Cette année encore, l'anniversaire de son assassinat a été commémoré, sur internet bien sûr, Covid oblige.

C'est le cas aussi en France où, le 11 février, le collectif du Rêve Commun a été à l'initiative d'une soirée online entre associations arméniennes et associations d'originaires de Turquie. Il reste que la peur s'est à nouveau installée dans la communauté arménienne de Turquie. L'attaque des forces azéries et turques contre le Haut-Karabagh s'est traduite par des rodéos nationalistes paradant tous drapeaux dehors dans les quartiers arméniens d'Istanbul. Cette peur s'est exportée jusqu'en France où des événements similaires ont eu lieu à Valence et à Décines. Cette guerre a-t-elle été le dernier clou enfoncé dans le cercueil de Hrant ?

Hrant rêvait de voir cesser le blocus de la Turquie contre l'Arménie. Or je viens de lire que Çavusoglu, le ministre des Affaires étrangères de Turquie, a déclaré la Turquie prête à normaliser ses relations avec l'Arménie. Pourquoi donc ?

Voici une explication possible. Bakou a commencé un flirt avec Moscou et Ankara. Mais la Turquie connaît la musique. Depuis 100 ans, elle joue ce jeu entre l'Est et l'Ouest. Que Bakou fasse les yeux doux à Moscou, elle tendra la main à Erevan.

imaginaient, un jour, un rapprochement sous les auspices de la justice, de la vérité historique et d'une amitié sincère. Rien de tout cela. Mais la situation de l'Arménie nécessite qu'elle élargisse son horizon diplomatique. La guerre n'a pas été qu'une défaite militaire, mais aussi diplomatique. L'Azerbaïdjan avait un allié complet avec la Turquie et un demi-allié avec les Russes. Les Arméniens ne pouvaient se prévaloir de l'aide que d'une demi-Russie.

Si les Arméniens veulent avoir un peu de contre-jeu, ils doivent se donner les moyens de parler en direct à tous leurs voisins même s'ils sont ou ont été des ennemis. Pour un temps, tant que la vision humaniste d'Hrant Dink est paralysée, la realpolitik doit jouer son rôle.

par [Ara Toranian](#) le samedi 27 février 2021

© armenews.com 2021

https://armenews.com/spip.php?page=article&id_article=76553

À Istanbul, le peuple veut du pain

LETTRE TURQUE. L'inflation galope dans la Turquie de Recep Tayyip Erdogan, au point que certains produits de base deviennent inabordables pour beaucoup.

Le Point

Par [Guillaume Perrier](#)

Publié le 25/02/2021 à 14h00

La [Turquie](#) est l'un des plus gros consommateurs de pain au monde. Plus de 100 kilos par an et par personne. Sous forme de galette ronde, de miche croustillante ou, plus généralement, long et blanc avec une mie aérée, le pain est central dans l'alimentation des Turcs. Il l'est aussi dans le budget des familles. Son prix, traditionnellement fixé par l'État, a été revu à la hausse en décembre dernier. Le pain de 200 grammes est désormais vendu au prix d'une livre et demie (environ 0,17 euro) dans les boulangeries et les épiceries du pays, soit une augmentation de 20 %. Rarement la hausse avait...

Réservé aux abonnés

https://www.lepoint.fr/monde/a-istanbul-le-peuple-veut-du-pain-25-02-2021-2415489_24.php?utm_medium=Social&utm_source=Twitter&Echobox=1614264346#xtor=CS1-32-%5BEchobox%5D

LES CHRETIENS D'IRAK

Qui sont les chrétiens d'Irak?

Vatican News

27 février 2021, 12:24

Minoritaires dans un pays où prédomine la religion musulmane, les chrétiens d'Irak forment une communauté composite aux racines anciennes, remontant à l'apôtre Thomas. Entre catholiques de différents rites, orthodoxes et même protestants, en voici un panorama.

«Parthes, Mèdes et Élamites, habitants de la Mésopotamie, (...) Juifs de naissance et convertis, Crétois et Arabes, tous nous les entendons parler dans nos langues des merveilles de Dieu» (Ac 2, 9.11). Le récit de la Pentecôte dans les Actes des Apôtres témoigne de l'évangélisation de la Mésopotamie, territoire de l'Irak actuel, dès les temps apostoliques.

Les premiers siècles: une Église missionnaire

Les chrétiens irakiens sont donc les héritiers d'une implantation religieuse très ancienne, bien antérieure à la naissance de l'islam au VIIe siècle. L'Église chaldéenne a été fondée à Babylone par saint Thomas, en route vers l'Inde, et par ses disciples, parmi lesquels Addaï et Mari. Ils évangélisèrent des païens et des juifs exilés. Vers l'an 70 après Jésus-Christ, une église est déjà construite à Séleucie; vers 90, l'Église est établie à Arbèle et Adiabène, au nord de l'actuel Irak, comme le [relève Mgr Petrus Yousif](#), Professeur à l'Institut Catholique de Paris et à l'Institut Pontifical Oriental de Rome. Elle s'appelle alors "Église de l'Orient". Les communautés grandissent, et au début du IVe siècle se concrétise l'unification hiérarchique, alors même que les persécutions persanes se déchaînent.

En 345, le Patriarche envoie une grande mission au Malabar (en Inde), une région déjà évangélisée par saint Thomas. À partir de 646, commence une véritable épopée missionnaire vers la Chine, puis la Mongolie. L'Église d'Orient parvient jusqu'en Mandchourie, à Sumatra et aux frontières du Japon à l'Est, jusqu'à Chypre à l'Ouest et jusqu'au Yémen au Sud. Aux XIIe et XIIIe siècles, l'Église d'Orient compte plus de 200 diocèses et représente la moitié de la chrétienté en nombre de fidèles et en superficie.

De grandes écoles catéchétiques et théologiques se mettent en place, comme celles d'Édesse, d'Antioche et de Nisibe. D'illustres auteurs contribuent au rayonnement de ces centres de production littéraire et spirituelle, tels que saint Éphrem.

La rupture avec Rome

Mais des schismes ont aussi jalonné l'histoire du christianisme en Irak, dès que le christianisme est devenu religion d'État - statut acquis en Orient dès 380, avec l'arrivée au pouvoir de l'empereur nicéen Théodose. Après les Conciles d'Éphèse (431) et de Chalcédoine (451), des écoles théologiques développant des christologies divergentes ont donné naissance à différentes familles, [résumé Christian Cannuyer](#), historien et docteur en égyptologie, enseignant à la Faculté de Théologie de l'Université catholique de Lille. Ultérieurement, les ingérences occidentales ont encore accentué ces divisions. Après la séparation du Concile d'Éphèse, l'Église d'Orient rentre dans le giron de l'Église catholique en 1553.

Déclin à partir du XIVE siècle

À l'époque de la conquête arabe, au VIIe siècle, les chrétiens constituaient la quasi-totalité de la population du Proche-Orient. Les échanges culturels entre chrétiens et musulmans connurent un âge d'or du IXe au XIIIe siècle, tant en Égypte, qu'en Syrie ou en Mésopotamie. C'est surtout à partir du XIVE siècle que le nombre des chrétiens a commencé à décroître très significativement au Moyen-Orient. Une certaine coercition musulmane a eu sa part dans le phénomène, mais pas seulement, selon Christian Cannuyer. Par ailleurs, la

décroissance n'a pas été constante: sous l'Empire ottoman, du XVIe au début du XXe siècle, les communautés chrétiennes du Levant ont même connu un regain démographique.

Aujourd'hui, une mosaïque de Chrétiens

Au début du XXe siècle, la communauté chrétienne représentait 30% de la population mais par la suite, ils ont été nombreux à quitter le pays à cause des persécutions et des guerres. La religion prédominante est aujourd'hui l'Islam, avec 62 % de chiites et 37 % de sunnites, d'après les chiffres de L'Œuvre d'Orient. Les chrétiens représentent moins de 2 % de la population, soit 400 000 personnes selon des estimations rapportées par [La Croix](#). Des minorités yézidiées et sabéennes-mandéennes sont également présentes.

[Gérard-François Dumont](#), professeur à l'Université de Paris-Sorbonne, distingue 12 courants au sein du christianisme irakien: l'Église chaldéenne, catholique de rite oriental; l'Église assyrienne d'Orient; l'Église syriaque catholique unie à Rome; l'Église syriaque orthodoxe dite jacobite; l'Église arménienne orthodoxe (dite aussi "apostolique"); l'Église arménienne catholique; l'Église catholique de rite latin; des Églises protestantes; l'Église grecque-orthodoxe (de rite byzantin); l'Église grecque-catholique (ou melkite); les Coptes; les Anglicans.

D'où viennent ces dénominations et que représentent ces différentes Églises dans l'Irak actuel? Voici quelques précisions, issues pour la plupart de [L'Œuvre d'Orient](#).

Les Églises chaldéenne et assyrienne

L'Église chaldéenne est issue de l'Église d'Orient, et devient autonome à partir de 431, en refusant le Concile d'Éphèse. Florissante en Mésopotamie et en Perse, elle évangélise l'Inde et la Chine du IVe au XIIIe siècle. Envoyé à Rome, le moine Jean Simon Soulaka est élu Patriarche en 1551 et reconnu en 1553 comme Patriarche des Chaldéens. Le lien avec Rome de cet Église catholique de rite oriental est alors rétabli. En 1830, le métropolite de Mossoul, Jean Hormizd II est confirmé par le Pape Pie VIII avec le titre de Patriarche de Babylone des Chaldéens. Sous Emmanuel II Thomas (1900-1947), la majorité des Chaldéens non catholiques rallie l'Église catholique. Le Patriarche de Babylone des Chaldéens réside à Bagdad. Son Église compte plus de 1 million de fidèles (Irak, Iran, Syrie, Turquie, Liban, Jordanie et diaspora), dont environ deux tiers des chrétiens d'Irak. L'actuel Patriarche de l'Église chaldéenne, élu le 1er février 2013, est le cardinal Louis Raphaël Sako.

Mais en 1553, l'Église chaldéenne n'était pas parvenue à regrouper tous les anciens fidèles de l'église assyrienne d'Orient. Celle-ci conserve donc son autonomie: c'est l'Église assyrienne (autrefois appelée nestorienne). Elle a deux patriarches et rassemble environ 300 000 fidèles.

Quant à ceux qui décident de suivre le rite latin, ils ont créé de leur côté une petite Église catholique de rite latin. En 2005, 4000 fidèles d'Irak en faisaient partie, soit 0,6% des chrétiens du pays. Mgr Jean-Benjamin Sleiman, religieux carme libanais et formé en France, est depuis 2000 l'archevêque de Bagdad des Latins.

Les Églises syriaque catholique et syriaque orthodoxe

À partir du Concile de Chalcédoine (451), les Grecs d'Antioche adoptent progressivement la christologie de Chalcédoine, alors que les Syriaques d'Antioche adoptent la christologie monophysite, ce qui explique la rupture avec Rome et Constantinople. Au début du VIII^e siècle, les Arabes déferlent sur la Mésopotamie et la Syrie. L'Église syriaque est persécutée par les Byzantins (IX^e siècle), les Arabes (Xe siècle), les Mongols (XIII^e siècle) et Tamerlan (XV^e siècle).

Fidèles à leur histoire et à leur tradition, les Syriaques n'envisagent d'abord pas de rejoindre une Église catholique unique – donc, celle formée par les Chaldéens. Mais en 1557, le patriarche Ignace Nemetallah se rapproche de Rome. Avec Ignace André Akhidjan, élu patriarche en 1662, l'Église prend le nom d'Église syriaque catholique. L'opposition à l'union persiste toutefois jusqu'en 1783, année du rattachement à Rome. Cette Église, dont le Patriarche réside au Liban, est appelée indifféremment syriaque ou syrienne. Elle regroupe environ 175 000 fidèles, et rassemble environ 9% des chrétiens d'Irak. Depuis le 22 janvier 2009, le Patriarcat, établi au Liban est gouverné par S.B. Ignace Youssef III Younan.

En 1783, une partie des fidèles refuse l'union à Rome: apparaît alors l'Église syriaque jacobite, qui a son siège à Damas. Elle compte 750 000 fidèles, et 10% des chrétiens d'Irak en font partie.

Les Églises arménienne catholique et arménienne orthodoxe

En 491, c'est au tour des Arméniens de s'opposer aux conclusions du concile de Chalcédoine. Ils forment alors une Église chrétienne séparée, appelée également arménienne orthodoxe (ou apostolique). En raison des vicissitudes de l'histoire, et notamment du génocide arménien de 1915, l'exode de populations explique la présence en Irak de deux petites communautés arméniennes, distinguant les orthodoxes et ceux qui sont en communion avec Rome, au sein de l'Église arménienne catholique. Au total, ce sont 20 000 fidèles vivant en Irak.

Enfin, la chrétienté d'Irak a également été influencée par la colonisation britannique, souligne Gérard-François Dumont dans son étude. Cette dernière a laissé en héritage l'existence d'une petite communauté

anglicane, comptant environ 200 personnes, et qui vient ajouter à la diversité chrétienne irakienne.

<https://www.vaticannews.va/fr/eglise/news/2021-02/christianisme-irak-histoire-rites-orient-catholiques.html>

GENOCIDE DES TUTSI

Billet/France-Rwanda : ce «R» qui poursuit Hubert Védrine

Article réservé aux abonnés

Invité de l'émission «Une semaine d'actualité», samedi sur RFI, l'ancien secrétaire général de François Mitterrand est sorti de ses gonds lorsque le journaliste a insisté sur le rôle de la France durant le génocide des Tutsis, en 1994.

Libération

par Maria Malagardis

publié le 1er mars 2021 à 12h03

«Arrêtez, ce n'est pas un interrogatoire !» s'énerve Hubert Védrine. Samedi, sur Radio France International (RFI), la tension est soudain montée d'un cran. L'ancien secrétaire général de François Mitterrand était venu présenter son Dictionnaire amoureux de la géopolitique. Avec 250 entrées et autant de sujets offerts à la discussion. Et un thème qui revient toujours dans les questions des journalistes, au risque d'agacer l'ex-diplomate. Ce sujet sulfureux, il l'évoque pourtant lui-même à la lettre «R» de son dictionnaire. «R», comme «Rwanda».

https://www.liberation.fr/international/afrique/france-rwanda-ce-r-qui-poursuit-hubert-vedrine-20210301_JHSDAMPJPVHZVLDCE23PCC4DP4/

DARFOUR

Soudan: fosses communes du génocide au Darfour et menace de nouveaux cycles de violences

Publié le : 28/02/2021 - 13:42

Texte par : [RFI](#)

Le Soudan a ratifié, le mardi 23 février, la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées ainsi que la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. Une avancée historique, a dit le gouvernement, mais qui ne doit pas cacher les années noires du pays, notamment au Darfour où la guerre civile et le génocide ont fait plus de 300 000 morts.

*Avec notre envoyé spécial à Tawila, **Sébastien Németh***

Dans la zone de Tawila, dans le Nord de la province du Darfour, les fantômes de cette période sanglante hantent toujours les quelques 270 000 déplacés de la guerre qui y vivent encore, un quotidien sous la menace constante de nouveaux cycles de violences, même 22 ans après un massacre qui a ensanglanté la localité.

Recueillement

Des anciens se recueillent devant les monticules de terre marquant les tombes et fosses communes. Une prière en mémoire des 92 victimes du massacre de 2009. Adam Mohamed Mahmoud est l'un des chefs locaux.

« C'était au marché. Les miliciens arabes Janjawid avaient reçu des ordres. Ils ont tiré sur la foule. Les gens étaient sans défense. Quand on passe par ici on se sent tristes. Parfois on essaye d'éviter le cimetière, d'autres fois on s'arrête pour une prière. »

Impunité

Plus de 20 ans après les faits, l'impunité reste totale. Parfois, les victimes se retrouvent même face à face avec leurs bourreaux.

« Personne n'a jamais été arrêté. Il faut une justice pour que les familles retrouvent la paix. Si l'impunité continue, les crimes vont se poursuivre », ajoute Adam Mohamed Mahmoud.

Aujourd'hui, la dictature a chuté mais le niveau de danger reste élevé. Résultat, une grande majorité des déplacés refuse toujours de rentrer chez eux.

« Les Janjawids sont encore nombreux et bien armés. Récemment, on a eu un vol d'animaux, avec des morts, des maisons brûlées et des viols. L'Etat est là

mais c'est lui qui a créé ces milices. Quand elles attaquent, il ne fait rien », témoigne Hamid Zakaria Ali Isaaq, coordonateur des camps.

Ces populations fragilisées trouvaient un peu de sécurité auprès de la Minuad mais la mission onusienne a terminé son mandat fin décembre. Les déplacés se disent désormais à la merci des miliciens.

<https://www.rfi.fr/fr/afrique/20210228-soudan-fosses-communes-du-q%C3%A9nocide-au-darfour-et-menace-de-nouveaux-cycles-de-violences>

Violences intercommunautaires au Darfour: l'argumentaire des tribus arabes

Publié le : 27/02/2021 - 13:10

Texte par : RFI

L'Association des avocats du Darfour a rencontré, le 24 février, le procureur général pour faire notamment le point sur les violences de janvier, dans la région d'El Geneina. Un meurtre avait entraîné une spirale de violences entre tribus arabes et non arabes faisant plus de 160 morts. Les communautés dites africaines accusent notamment les Arabes d'avoir participé au génocide du Darfour, de s'être accaparé leurs terres et de continuer à les attaquer aujourd'hui.

Avec notre envoyé spécial à Kolge, Sébastien Németh

Malgré la révolution, les violences intercommunautaires sont en recrudescence, depuis le début d'année, au Darfour. Nous sommes à Kolge, dans le Nord de la province. Chameaux et chèvres broutent les pâturages autour du village habité par des Arabes de la tribu Rizeigat.

Le chef communautaire, Ramadan Izeri, montre une partie de champ calcinée. Il nous raconte que Kolge a été attaqué, il y a quelques jours, par une tribu non arabe voisine, les Zaghawas. Son récit met en évidence l'antagonisme entre les deux camps. « Ils voulaient tout brûler pour que nos animaux meurent de faim. On s'est défendus avec des armes blanches. On était plus nombreux, alors ils ont fui. Ces gens sont originaires du Tchad. Ils ont pris la nationalité soudanaise, mais à la base ils viennent d'ailleurs. »

Zaghawas mais aussi Fours et Massalit accusent les Arabes d'avoir volé leurs terres. Mais les Rizeigats et le chef Ali Jidda Amid affirment que cette région leur appartient.

« Notre peuple vivait dans cette zone même avant la colonisation anglaise. Mais les autres villages ne veulent pas qu'on soit ici. Ils sont toujours en train de se plaindre de notre présence », souligne Ali Jidda Amid.

Les autres tribus reprochent aux Rizeigat leur mode de vie nomade et accusent leurs animaux de manger les cultures. Une accusation rejetée par Ali Jidda Amid. « Ces routes ont été marquées par l'Etat avec des points de repère. Malgré tout, certains ont planté leurs champs sur le passage. Lors des transhumances, évidemment les animaux passent dessus et ça pose problème », nous explique-t-il.

Dans son argumentaire, l'homme désigne les non Arabes comme des « Zenji », des nègres. Autre preuve que la tension intertribale est profondément ancrée.

<https://www.rfi.fr/fr/afrique/20210227-violences-intercommunautaires-au-darfour-l-argumentaire-des-tribus-arabes>

RUBRIQUE EN ANGLAIS

Statement by the Foreign Ministry of Armenia on the 33rd anniversary of the anti-Armenian massacres in Sumgait

[Ministry of Foreign Affairs](#) 27 February, 2021

33 years ago, on February 27-29, 1988, pre-planned massacres of Armenians were carried out in the city of Sumgait (Azerbaijan) amid the encouragement of the Azerbaijani authorities and the permissiveness of the law enforcement bodies. Hundreds of Armenians were killed, including women, children and elderly, and thousands of Armenians were forcibly displaced.

Sumgait massacre was a response to the aspiration of the people of Artsakh to assert their inalienable right to a dignified and safe life in their historical homeland and to exercise their right to self-determination. Azerbaijan opposed the attempts of exercising human rights with the policy of collective punishment, subjecting the Armenian population of the Sumgait town to severe violence and torture.

The atrocities of Sumgait instigated the ethnic cleansing and massacres of Armenians in other cities of Azerbaijan, such as Baku and Gandzak. Moreover, the unequivocal justification of such crime, the glorification of the murderers for killing Armenians were reflected in the efforts of the Azerbaijani authorities to resolve the Nagorno-Karabakh conflict with the use of force.

Last year, on September 27 the full-fledged war unleashed by Azerbaijan against Artsakh and its people was accompanied by similar war crimes against the Armenian identity, with one difference - the murders of the civilians were not carried out by controlled mobs, but by servicemen of the Azerbaijani armed forces and the relevant videos were uploaded on the Internet.

During the 44-day war, the Azerbaijani armed forces, driven by a sense of impunity, committed numerous violations of international humanitarian and human rights law, which are manifestations of mass atrocities, including ethnic cleansing and war crimes. While adhering to the behaviour of terrorist groups, the Azerbaijani armed forces committed violations against prisoners of war, civilians, barbarically destroyed historical-cultural monuments and desecrated sanctuaries. The executions of the Armenian prisoners of war and civilians in the Hadrut region of Artsakh and other settlements fallen under the military control of Azerbaijan are the results of the past uncondemned crimes.

Today, by paying tribute to the innocent victims of the Armenian massacres in Sumgait, we once again emphasize the determination of the Republic of Armenia, Republic of Artsakh and all Armenians to live a free, independent and dignified life in their homeland.

<https://www.mfa.am/en/interviews-articles-and-comments/2021/02/27/simg/10816>

Dossier du Collectif VAN - #FreeOsmanKavala ! Liberté pour #OsmanKavala !

**Dossier du Collectif VAN - #FreeOsmanKavala ! Liberté pour
#OsmanKavala !** <http://www.collectifvan.org/article.php?r=3&id=97568>

Nota CVAN :

Liberté pour #OsmanKavala en cliquant sur le bandeau animé (colonne de gauche, en-haut des petits bandeaux animés). Le [bandeau #FreeOsmanKavala](#), situé sous chaque visuel de notre site, est un appel du Collectif VAN à libérer Osman Kavala, injustement incarcéré en Turquie depuis le 1er novembre 2017.

RUBRIQUE AGENDA

**RASSEMBLEMENTS-COLLOQUES-EXPOSITIONS-
SPECTACLES-PARUTIONS**

Exposition / Du 22 mars au 11 juillet - « Le génocide des Arméniens de l'Empire ottoman » au Mémorial de la Shoah de Drancy

Info Collectif VAN - collectifvan.blogspot.com – Le Mémorial de la Shoah a souhaité commémorer le 106 anniversaire du génocide des Arméniens, précurseur des violences et crimes de masse du XXe siècle, mais qui continue de faire l'objet d'un déni. A cette occasion une exposition temporaire, « Le génocide des Arméniens de l'Empire ottoman », est organisée au Mémorial de la Shoah de Drancy du 22 mars au 11 juillet. Entrée libre Mémorial de Drancy niveau -1, adresse : 110-112, avenue Jean-Jaurès – 93700 Drancy.

Le génocide des Arméniens de l'Empire ottoman

Expositions temporaires | Drancy

lundi 22 mars 2021 dimanche 11 juillet 2021

Gratuit

Entrée libre Mémorial de Drancy niveau -1

Mémorial de la Shoah de Drancy

Adresse : 110-112, avenue Jean-Jaurès – 93700 Drancy

Le génocide des Arméniens de l'Empire ottoman

Le Mémorial de la Shoah a souhaité commémorer le 106 anniversaire du génocide des Arméniens, précurseur des violences et crimes de masse du XXe siècle, mais qui continue de faire l'objet d'un déni.

Dans le contexte propice de la Première Guerre mondiale, le régime dictatorial et ultra-nationaliste du Comité Union et Progrès à la tête de l'Empire ottoman, a mis en œuvre la destruction systématique et planifiée de ses citoyens arméniens : arrestation et exécution des notables de la capitale et des grandes villes, massacre des hommes adultes et des conscrits, déportation de toute la population civile vers les déserts de

Syrie et de Mésopotamie, élimination des survivants de ces marches de la mort dans des camps de concentration. D'avril 1915 à décembre 1916, environ 1 200 000 Arméniens ont été assassinés.

Interdits de retour par la République turque dirigée par Mustafa Kemal, les rescapés et leurs descendants forment aujourd'hui une diaspora mondiale, principalement en Russie, aux États-Unis, au Moyen-Orient et en France.

Commissariat : Claire Mouradian, directrice de recherche émérite, CNRS ; Raymond Kévorkian, directeur de recherche émérite, Institut français de géopolitique, université Paris 8, et Yves Ternon, historien, président du Conseil scientifique international pour l'étude du génocide des Arméniens.

Coordination générale : Caroline François, chargée des expositions itinérantes au Mémorial de la Shoah.

Design graphique : ÉricandMarie.

Entrée libre Mémorial de Drancy niveau -1

Découvrir le site internet de l'exposition

<http://expo-genocide-des-armeniens.memorialdelashoah.org/>

<https://billetterie.memorialdelashoah.org/fr/evenement/le-genocide-des-armeniens-de-lempire-ottoman>

<https://collectifvan.blogspot.com/2021/02/exposition-du-22-mars-au-11-j-illet-le.html>

Agenda – Parution : Ordres de tuer. Arménie 1915, par Taner Akçam - CNRS Editions

Agenda - Vient de paraître : Ordres de tuer. Arménie 1915, par Taner Akçam - CNRS Editions – Collectif VAN - www.collectifvan.org – Collectif VAN – www.collectifvan.org – Vient de paraître le livre de Taner Akçam "Ordres de tuer. Arménie 1915" aux éditions du CNRS. Taner Akçam est un sociologue et historien turc, professeur au Centre pour l'étude de l'Holocauste et des génocides de l'université du Minnesota, aux

Etats-Unis, et auteur de plusieurs livres importants sur l'histoire turque contemporaine, en particulier Un acte honteux. Le génocide arménien et la question de la responsabilité turque (Denoël, 2008). "Dès 1915, le gouvernement jeune-turc à la tête de l'Empire ottoman a cherché à présenter l'annihilation du peuple arménien comme un simple projet de déplacement et de réinstallation. À cette fin, des documents accablants ont été très vite détruits et ceux qui ne l'ont pas été sont considérés jusqu'à aujourd'hui par les autorités turques comme des « faux ». Parmi eux figurent des télégrammes de Talaat Pacha et les mémoires de Naïm Efendi, bureaucrate ottoman qui travaillait au bureau des déportations d'Alep pendant les années 1915-1916. Ces documents ont longtemps été controversés, et les historiens, en l'absence de preuves suffisantes, évitaient de les citer. Ce livre rouvre le dossier. En véritable enquêteur, Taner Akçam s'est en effet lancé dans une minutieuse analyse de ces mémoires et des télégrammes qu'ils contiennent."

Publié le 30 janvier 2020

CNRS Editions

Taner Akçam

Ordres de tuer. Arménie 1915

24,00€

[\(Disponible en numérique\)](#)

Discipline : Histoire

EAN : 9782271127174

Date de parution : 09/01/2020

Pagination : 328

Format : 15 x 23 cm

Traduit de l'anglais par Gilles Berton

Préface d'Annette Becker

Dès 1915, le gouvernement jeune-turc à la tête de l'Empire ottoman a cherché à présenter l'annihilation du peuple arménien comme un simple projet de

déplacement et de réinstallation. À cette fin, des documents accablants ont été très vite détruits et ceux qui ne l'ont pas été sont considérés jusqu'à aujourd'hui par les autorités turques comme des « faux ». Parmi eux figurent des télégrammes de Talaat Pacha et les mémoires de Naïm Efendi, bureaucrate ottoman qui travaillait au bureau des déportations d'Alep pendant les années 1915-1916. Ces documents ont longtemps été controversés, et les historiens, en l'absence de preuves suffisantes, évitaient de les citer. Ce livre rouvre le dossier.

En véritable enquêteur, Taner Akçam s'est en effet lancé dans une minutieuse analyse de ces mémoires et des télégrammes qu'ils contiennent. En comparant les systèmes de codage de ces câbles avec ceux employés dans d'autres documents conservés dans les Archives ottomanes, en étudiant le papier utilisé et la datation de ces pièces à conviction, en regardant de près les signatures, et en confrontant les événements mentionnés par Naïm Efendi avec d'autres sources, Taner Akçam parvient à démontrer qu'il ne peut y avoir aucun doute sur l'authenticité de ces « ordres de tuer ».

Apportant ainsi de nouvelles preuves quant aux plans d'extermination de la population arménienne, ce livre rend aussi manifeste la politique de destruction systématique par le gouvernement ottoman de toutes traces relatives à ces atrocités.

Revue de presse

« En s'appuyant sur l'exploitation de sources inédites, l'historien Taner Akçam porte un coup sévère au discours révisionniste des autorités turques. »

Clément Daniez, **L'Express**, 24 décembre 2019

« Pour faire silence sur l'Histoire, la Turquie a tissé une vaste toile d'allégations qu'Akçam détricote. [...] Akçam a écrit un grand livre, exigeant, sur la vérité et l'Histoire.

François-Guillaume Lorrain, **Le Point**, 2 janvier 2020

Taner Akçam accordait un entretien à Gaïdz Minassian pour **Le Monde des livres**, 9 janvier 2020.

Lire aussi :

Génocide arménien : le déni dynamité (L'Express)

https://www.lexpress.fr/actualite/monde/proche-moyen-orient/genocide-armeni-en-le-deni-dynamite_2111659.html

Taner Akçam, auteur d'« Ordres de tuer. Arménie 1915 » : « Le déni du génocide des Arméniens est une politique d'Etat » (Le Monde)

https://www.lemonde.fr/livres/article/2020/01/08/taner-akcam-auteur-d-ordres-de-tuer-armenie-1915-le-deni-du-genocide-des-armeniens-est-une-politique-d-etat_6025206_3260.html

Arménie 1915 : les preuves écrites du génocide, enfin (Le Point)

https://www.lepoint.fr/editos-du-point/sebastien-le-fol/armenie-1915-les-preuves-ecrites-du-genocide-enfin-05-01-2020-2356174_1913.php

URL :

<https://www.cnrseditions.fr/catalogue/histoire/ordres-de-tuer-armenie-1915/>

<http://www.collectifvan.org/article.php?r=0&id=101393>

Agenda – Parution : « Déconstruction » d'Erol Özkoray aux Éditions Thaddée

Agenda - Vient de paraître « Déconstruction » d'Erol Özkoray aux Éditions Thaddée - Collectif VAN - www.collectifvan.org - Vient de paraître « Déconstruction », le roman d'Erol Özkoray aux Éditions Thaddée qui lève le voile sur la Turquie, est disponible dès à présent en librairie. Comment comprendre la Turquie contemporaine au-delà des clichés flatteurs – fidèle alliée de l'OTAN, incarnation modèle d'un islam tolérant – que diffuse à outrance l'une des plus grandes destinations touristiques internationales ? Un immense défi, car comme l'explique le héros de ce roman en partie autobiographique, la Turquie moderne et laïque, fondée par Mustafa Kemal en 1923 sur les ruines de l'Empire

ottoman, est bâtie sur toute une infrastructure de mensonges abyssaux : des origines raciales délirantes mystifiant une race turque autochtone pure, à la négation d'une série de génocides, en particulier celui des Arméniens. Sans oublier leurs immenses biens spoliés, un butin qui a permis de financer en partie la guerre d'indépendance et de constituer de grandes fortunes qui ont perduré.

Publié le 24 octobre 2019

Éditions Thaddée

Déconstruction

Auteur :Erol Özkoray

ISBN :978 2919131747

Prix : 20,00€

Format : 15 x 21cm, 164 pages

Éditions Thaddée

Comment comprendre la Turquie contemporaine au-delà des clichés flatteurs – fidèle alliée de l'OTAN, incarnation modèle d'un islam tolérant – que diffuse à outrance l'une des plus grandes destinations touristiques internationales ? Un immense défi, car comme l'explique le héros de ce roman en partie autobiographique, la Turquie moderne et laïque, fondée par Mustafa Kemal en 1923 sur les ruines de l'Empire ottoman, est bâtie sur toute une infrastructure de mensonges abyssaux : des origines raciales délirantes mystifiant une race turque autochtone pure, à la négation d'une série de génocides, en particulier celui des Arméniens. Sans oublier leurs immenses biens spoliés, un butin qui a permis de financer en partie la guerre d'indépendance et de constituer de grandes fortunes qui ont perduré.

Dans cette découverte de la Turquie par sa « déconstruction », le lecteur aura pour guide Cem Aren, un jeune journaliste turc formé à l'école française. Il n'aura de cesse de démasquer ces mensonges d'Etat et de lutter pour faire triompher la vérité et la justice. Dans ses tribulations romanesques entre deux villes cardinales, Istanbul et Paris, il nous replonge dans les bouillonnantes années 1970 et 1980, et nous livre toute une série de révélations : la genèse du coup d'Etat de 1980, le nettoyage de toutes les mentions du génocide des

Arméniens dans les archives ottomanes, l'affaire iranienne, les «passeports Mitterrand»...

Erol Özkoray, journaliste politique auprès des grands médias turcs et français, auteur de nombreux essais, lutte depuis 30 ans pour la défense des libertés en Turquie. Il est aussi l'un des tous premiers intellectuels turcs à avoir milité pour la reconnaissance du génocide des Arméniens. Élève du lycée francophone Galatasaray, il étudie ensuite à Sciences Po Paris. Harcelé par les tribunaux en Turquie, il réside à Paris et Stockholm.

Avec Déconstruction, il se lance dans un nouveau genre, le roman.

http://www.editionsthaddee.com/livres_41.html

<http://www.collectifvan.org/article.php?r=0&id=101059>

Agenda - Parution/Ahmet Altan/Textes de prison : Je ne reverrai plus le monde

Agenda - Ahmet Altan/Textes de prison : Je ne reverrai plus le monde - Collectif VAN - www.collectifvan.org - Actes Sud publie pour cette rentrée littéraire le récit de prison du journaliste et écrivain turc Ahmet Altan "Je ne reverrai plus le monde". Ahmet Altan est romancier, essayiste et journaliste, il était aussi rédacteur en chef du quotidien Taraf jusqu'au 15 juillet 2016. À cette date, la Turquie s'enflamme, des milliers de personnes descendent dans la rue à Istanbul et à Ankara suite à une tentative de putsch. Le lendemain commence une vague d'arrestations parmi les fonctionnaires, les enseignants, l'armée et les journalistes. Ahmet Altan fait partie de ceux-là, il sera condamné à perpétuité, accusé d'avoir appelé au renversement du gouvernement de l'AKP. Ahmet Altan a 69 ans. Ces textes sont écrits du fond de sa geôle. Poignants, remarquablement maîtrisés, ces allers-retours entre réflexions, méditations et sensations expriment le quotidien du prisonnier mais ils disent aussi combien l'écriture est pour lui salvatrice. Tel un credo il s'en remet à son imagination, à la force des mots qui seule lui permet de survivre et de franchir les murs.

Actes Sud

Je ne reverrai plus le monde

Textes de prison

Ahmet ALTAN

Hors collection

Septembre 2019 / 10,0 x 19,0 / 224 pages

traduit du turc par : Julien LAPEYRE DE CABANES ISBN 978-2-330-12566-0

prix indicatif : 18, 50€

Genre : Mémoires, témoignages et autobiographies

Ahmet Altan est romancier, essayiste et journaliste, il était aussi rédacteur en chef du quotidien Taraf jusqu'au 15 juillet 2016. À cette date, la Turquie s'enflamme, des milliers de personnes descendent dans la rue à Istanbul et à Ankara suite à une tentative de putsch. Le lendemain commence une vague d'arrestations parmi les fonctionnaires, les enseignants, l'armée et les journalistes. Ahmet Altan fait partie de ceux-là, il sera condamné à perpétuité, accusé d'avoir appelé au renversement du gouvernement de l'AKP. Ahmet Altan a 69 ans.

Ces textes sont écrits du fond de sa geôle. Poignants, remarquablement maîtrisés, ces allers-retours entre réflexions, méditations et sensations expriment le quotidien du prisonnier mais ils disent aussi combien l'écriture est pour lui salvatrice. Tel un credo il s'en remet à son imagination, à la force des mots qui seule lui permet de survivre et de franchir les murs.

Un livre de résilience exemplaire.

"Je peux écrire n'importe où, le bruit et l'agitation ne m'ont jamais dérangé. D'ailleurs, une fois que je suis plongé dans l'écriture, tout ce qui m'entoure disparaît. Je romps le contact avec le monde extérieur et m'enferme dans une pièce invisible où personne ne peut entrer que moi.

J'oublie absolument tout en dehors du sujet qui m'occupe.

L'une des plus grandes libertés qui puissent être accordées à l'homme : oublier. Prison, cellule, murs, portes, verrous, questions, hommes – tout et tous s'effacent au seuil de cette frontière qu'il leur est strictement défendu de franchir." Ahmet Altan

[Juillet 2019] La Cour Suprême turque casse sa condamnation à perpétuité

Vendredi 5 juillet 2019, la Cour Suprême de Turquie a rendu un nouveau verdict et a annulé en appel les jugements des tribunaux inférieurs. La Cour Suprême a acquitté Mehmet Altan, le frère d'Ahmet, accusé aussi d'avoir participé au putsch, en estimant qu'il n'existait pas de preuves de sa culpabilité.

Elle a cassé les condamnations à perpétuité d'Ahmet Altan, Mehmet Altan et de Nazli Ilicak. Elle a conclu qu'Ahmet Altan et Nazli Ilicak n'avaient pas commis l'infraction de "violation de la Constitution", et n'a retenu contre eux que celle d'"aide à un groupe terroriste sans être membre".

Pour autant, la Cour a rejeté les demandes de remise en liberté d'Ahmet Altan et de Nazli Ilicak.

L'affaire est renvoyée devant la 26e Haute Cour Pénale d'Istanbul.

[Septembre 2018] Hommage à Ahmet Altan : rencontre avec Asli Erdogan

"À vous tous qui êtes rassemblés ici ce soir. Je vous remercie infiniment pour votre amitié.

Je ne sais pas si vous êtes conscients de la force extraordinaire que vous possédez, ainsi réunis, tous ensemble. Une force qui donne à l'homme que je suis, assis dans sa cellule de prison, à des milliers de kilomètres de chacun de vous, une confiance immense, une détermination totale. Celle de résister. Celle de croire à l'espoir. Votre amitié est mon bouclier. Aucune tyrannie ne saura le perforer. Votre amitié me protège.

Soyez certain que je connais la valeur d'un tel cadeau.

Paris me manque. Ses lumières, ses rues, ses sons, ses couleurs. Je ne suis pas certain de revoir Paris.

Alors, si ce soir, en sortant, vous passez près d'un bistro, buvez un verre, pour moi aussi.

Je vous embrasse avec tendresse." Ahmet Altan

La Gazette des Nouveaux Dissidents #25

L'association Les Nouveaux Dissidents organisait le 17 septembre 2019, en hommage à Ahmet Altan, une rencontre exceptionnelle avec Asli Erdogan (écrivaine et journaliste), Aysegul Sert (journaliste, reporter au New York Times), Timour Muhidine (directeur de la collection « Lettres turques » chez Actes Sud).

[Février 2018] Le romancier et journaliste turc, Ahmet Altan, a été condamné à la réclusion criminelle à perpétuité

Accusé d'avoir participé au putsch manqué du 15 juillet 2016 alors qu'il ne fait que dénoncer, depuis plusieurs décennies, toutes les atteintes du pouvoir à la démocratie, Ahmet Altan était incarcéré depuis septembre 2016 à la prison de Silivri (à 70 kms d'Istanbul). Vendredi 16 février 2018, il a été reconnu coupable ainsi que cinq autres personnes dont son frère, le journaliste Mehmet Altan, d'avoir tenté de « renverser l'ordre prévu par la Constitution de la République de Turquie ou de le remplacer par un autre ordre ou d'avoir entravé son fonctionnement pratique au moyen de la force et de la violence ».

Il a été condamné à la réclusion à perpétuité le vendredi 16 février 2018, par le 26e tribunal pénal d'Istanbul.

[Juin 2019] 1000e jour de prison

"Après le coup d'état manqué de juillet 2016, nous sommes les deux premiers écrivains à avoir été arrêtés sur des chefs d'accusation kafkaïens. La prison à vie a été requise contre nous et nous avons cru d'abord que c'était une blague. Nous

avons cru qu'ils nous libéreraient après avoir eu la satisfaction de nous avoir maltraités. Ils m'ont relâchée, mais lui, ils l'ont condamné à perpétuité. Sans preuve, sans faits avérés, c'est purement atroce !

J'appelle tous les écrivains, les éditeurs, les journalistes à être solidaires d'Ahmet Altan et de tous les écrivains, journalistes, jetés en prison ou persécutés." Asli Erdoğan, écrivaine et journaliste turque, arrêtée et emprisonnée pendant cinq mois en 2016.

Ahmet Altan, né en 1950, est un des journalistes les plus renommés de Turquie, son œuvre de romancier a par ailleurs connu un grand succès, traduite en de nombreuses langues (anglais, allemand, italien, grec...). Deux de ses romans sont parus en français, chez Actes Sud : Comme une blessure de sabre (2000) et L'Amour au temps des révoltes (2008).

Son père, le journaliste Çetin Altan, fait partie des 17 députés socialistes qui entrent au Parlement turc en 1967. Pour ses articles, il sera condamné à près de 2 000 ans de prison. En 1974, dans le contexte de « L'Opération de maintien de la paix » (invasion de la partie nord de Chypre par les forces militaires turques), Ahmet Altan s'engage dans le journalisme : très vite, il commence à être connu pour ses articles en faveur de la démocratie. Il publie en 1982 son premier roman (vendu à 20 000 exemplaires) puis devient, en 1985, le rédacteur en chef du journal Günes. Il publie son deuxième roman qui est condamné pour atteinte aux bonnes mœurs et fait l'objet d'un autodafé.

1990 : Devenu journaliste à la télévision, il condamne la guerre et les deux camps, en dénonçant les crimes du PKK Günes et de l'armée turque.

1995 : Il devient rédacteur en chef du journal Milliyet (l'un des plus importants du pays). Sous la pression de l'état-major, le journal le licencie. À la suite d'un article satirique, il est condamné à 20 mois de prison avec sursis. Il est accusé de soutenir la création d'un Kurdistan indépendant.

1996 : Son quatrième roman est un vrai phénomène de librairie, il y aborde les assassinats sans suite judiciaire.

1999 : Avec Orhan Pamuk et Yachar Kemal, il rédige une déclaration pour les droits de l'homme (et des droits culturels des Kurdes) et de la démocratie en Turquie, elle sera signée par Elie Wiesel, Günter Grass, Umberto Eco...

2007 : Il crée le journal d'opposition Taraf, dont il est rédacteur en chef jusqu'à sa démission en 2012.

2008 : Il publie un article, « Oh, Mon Frère » dédié aux victimes du Génocide arménien et se voit inculpé d'insulte à la Nation turque.

2011 : Il reçoit le prix Hrant Dink de la Paix (Hrant Dink est un journaliste arménien assassiné en 2007).

2016 : Il est arrêté en septembre, accusé d'avoir participé au putsch manqué du 15 juillet.

2018 : Il est condamné à la perpétuité aggravée le 16 février par le 26e tribunal pénal d'Istanbul.

2019 : Sa condamnation est confirmée en appel par la Cour Constitutionnelle le 3 mai. Le 5 juillet, la Cour Suprême casse sa condamnation à perpétuité mais rejette sa demande de remise en liberté.

Esprit critique et très en prise avec la société turque, il a été arrêté le 10 septembre 2016 ainsi que son frère Mehmet Altan, également journaliste, accusés d'avoir participé au putsch manqué du 15 juillet 2016. Douze jours plus tard, il est mis en liberté provisoire, mais vingt-quatre heures plus tard, il est de nouveau incarcéré, inculpé « d'appartenance à une organisation terroriste » et de « tentative de renversement de la République de Turquie ».

Ahmet ALTAN

<https://www.actes-sud.fr/catalogue/litterature/je-ne-reverrai-plus-le-monde>

<http://www.collectifvan.org/article.php?r=0&id=100885>

DOSSIERS PERMANENTS

Observatoire du Négationnisme du Collectif VAN

Récapitulatif des principaux faits et articles négationnistes relevés depuis 2006.

SOMMAIRE : <http://www.collectifvan.org/article.php?id=21105>

Ephémérides

La rubrique "Ephéméride" du Collectif VAN a été lancée le 6 décembre 2010. Elle recense la liste d'événements survenus à une date donnée, à différentes époques de l'Histoire, sur les thématiques que l'association

suit au quotidien. L'éphéméride du Collectif VAN repose sur des informations en ligne sur de nombreux sites (les sources sont spécifiées sous chaque entrée).

[Les éphémérides du Collectif VAN \(1ère partie\)](#)

[Les éphémérides du Collectif VAN \(2ème partie\)](#)

SITES INTERESSANTS

Visitez notre page de liens : <http://www.collectifvan.org/liens.php?r=7>

QUELQUES INFORMATIONS SUR LE SITE DU COLLECTIF VAN

Rubrique Info Collectif VAN

Retrouvez toutes les traductions de la presse anglophone ou turcophone dans notre rubrique Info Collectif VAN

<http://www.collectifvan.org/rubrique.php?r=0&page=1>

Le Collectif VAN met en ligne régulièrement des traductions de la presse anglophone et turcophone. Oeuvres de militants, de sympathisants du Collectif VAN et de prestataires, ou émanant de sites externes (tel celui de la FEAJD), ces traductions visent à mettre à la disposition du plus grand nombre, les informations essentielles à la bonne compréhension de l'actualité.

Vous retrouverez également dans la **Rubrique Info Collectif VAN** :

<http://www.collectifvan.org/rubrique.php?r=0&page=1>

- nos informations ou communiqués de presse, ainsi que ceux de certaines organisations externes.

- le sommaire bi-quotidien de notre Revue de Presse du jour.

- la Revue de la presse turque en français (ni traduite ni commentée de notre part).

- la Revue de la presse arménienne préparée par l'Ambassade de France en Arménie.

Rappel :

Vous avez en haut de page, un module Recherche pour retrouver un article. Attention, le champ de saisie ne doit comporter qu'un seul mot. Essayer de cibler en choisissant plutôt des noms propres, pour éviter un trop grand nombre d'occurrences.

Appel aux dons :

Aidez-nous à poursuivre notre mission d'information et de vigilance !

Envoyez vos dons :

Par chèque bancaire à l'ordre du "Collectif VAN"

A adresser à : Collectif VAN - BP 20083 - 92133 Issy-les-Moulineaux - France

Votre avantage fiscal :

Si vous êtes imposable, 66% du montant de votre don sont déductibles de vos impôts sur le revenu (de l'année suivante), dans la limite de 20% de vos revenus imposables. Un don de 100€ ne vous coûtera en réalité que 34 €.

<http://www.collectifvan.org/rubrique.php?r=0&page=1>

Utilisez au mieux le site du Collectif VAN

Info Collectif VAN - www.collectifvan.org - Le site du Collectif VAN met à jour quotidiennement des dizaines d'articles. Sachez naviguer dans les rubriques !

Rubrique News

Depuis le 20 octobre 2015, la page [News](#) du site www.collectifvan.org a cessé d'être alimentée mais elle constitue une source d'archives pour les informations quotidiennes qui y ont été postées depuis le lancement du site en mars 2006. La revue de presse - collectée 5 jours par semaine par la webmaster du **Collectif VAN** à partir des médias en ligne francophones - est donc à suivre uniquement dans la [Veille-Média](#) du Collectif VAN et sur les réseaux sociaux de notre association très active sur [Facebook](#) et [Twitter](#).

Info Collectif VAN

Toutes les traductions, résumés, informations propres au Collectif VAN sont en ligne à l'accueil dans la Rubrique Info Collectif VAN

<http://www.collectifvan.org/rubrique.php?r=0&page=1>

Tout sur VAN

Mieux connaître le Collectif VAN : rendez vous à la rubrique Tout sur VAN.

<http://collectifvan.org/rubrique.php?r=1&page=1>

Tout sur VAN : vous y trouverez également les courriers des lecteurs

Les courriers des sympathisants du Collectif VAN nous font chaud au cœur et nous confortent dans la certitude que notre approche du combat que nous menons, est juste. Et comme ça fait toujours du bien de relire de temps en temps leurs encouragements et dans la mesure du possible, nous mettons en ligne les mails reçus, du plus récent au plus ancien (en ne gardant que les initiales des sympathisants) :

<http://www.collectifvan.org/article.php?r=1&id=6137>

<http://www.collectifvan.org/article.php?r=1&id=2203>

<http://www.collectifvan.org/article.php?r=1&id=538>

Salle de Presse

Tous les articles de la presse française rendant compte des actions réalisées par le Collectif VAN sont en ligne dans la rubrique Salle de presse.

<http://collectifvan.org/rubrique.php?r=2&page=1>

Communiqués

Les Communiqués du Collectif VAN se trouvent dans la rubrique Communiqués.

<http://collectifvan.org/rubrique.php?page=1&r=9>

Actions VAN

Tous les articles présentant les actions organisées et réalisées par le Collectif VAN sont mis en ligne dans la rubrique Actions VAN.

<http://collectifvan.org/rubrique.php?r=3&page=1>

Agenda

Les annonces parlant des événements culturels à venir (réunions publiques, manifestations, conférences, concerts, projections de films, expositions, parution d'ouvrages, etc.), sont mises en ligne dans la rubrique Agenda.

<http://collectifvan.org/rubrique.php?r=5&page=1>

Photothèque

De nombreux photos-reportages sont disponibles en ligne dans la rubrique Photothèque

http://collectifvan.org/rubrique_photo.php?r=6

Veille-Media

Toutes les Veilles-Media à télécharger sur :

http://www.collectifvan.org/rubrique_veille.php?r=9&page=1

MEDIAS

Quelques émissions TV & radios

où les citoyens peuvent intervenir

Soyez un citoyen actif et participez aux débats dans les médias.

Quelques coordonnées :

TF1 - 1, quai du point-du-jour 92656 Boulogne cedex

Tel : 01 41 41 12 34 / 0803 809 810 — Fax : 01 41 41 28 40

Internet : www.tf1.fr

France 2 - 7, esplanade Henri-de-France 75907 Paris cedex 15

Tel : 0825 033 333 Fax : 01 56 22 98 74

Internet : www.france2.fr

Email : mediateurinfo@france2.fr

France 3 - 7, esplanade Henri-de-France 75907 Paris cedex 15

Tel : 0825 033 333 Fax : 01 56 22 75 02

Internet : www.france3.fr

Email : com@france3.fr

mediateurinfo@france3.fr

Canal + - 85-89 quai André Citroën 75711 Paris cedex 15

Tel : 01 44 25 10 00 Fax : 01 44 25 12 34

Internet : www.cplus.fr

France 5 - 8, rue Marceau 92785 Issy-les-Moulineaux cedex 9

Tel : 01 55 00 74 74 — Fax : 01 55 00 77 00

Internet : <http://www.france5.fr/>

Email : <http://www.france5.fr/contact/>

Ecrivez à Alain Le Garrec, médiateur des programmes sur :

<http://www.france5.fr/contact/W00069/2/71909.cfm>

Arte - 2a rue de la Fonderie 67080 Strasbourg cedex

Tel : 03 88 14 22 55 — Fax : 03 88 14 22 00

Internet : www.arte-tv.com

Email : communication@arte-tv.com

M6 - 89, av. Charles de Gaulle 92575 Neuilly/Seine cedex

Tel : 0825 06 66 66 - Fax : 01 41 92 66 10

Internet : www.m6.fr

CNEWS - 6 allée de la Deuxième DB 75015 Paris

Tel : 01 53 91 50 00— Fax : 01 53 91 50 01

Internet : www.itelevision.fr

LCI - 54 av. de la Voie Lactée 92656 Boulogne cedex

Tel : 01 41 41 23 45— Fax : 01 41 41 38 50

Internet : www.lci.fr

Quelques émissions Radio :

France Inter www.radiofrance.fr

Le téléphone sonne

En semaine de 19h20 à 20h00

Si vous voulez poser une question, témoigner et/ou intervenir à l'antenne...

- le téléphone 01.45.24.70.00 dès 17h
- Internet, en utilisant le formulaire de la page "Pour intervenir".
- le SMS+ pour réagir pendant l'émission, de 19h20 à 20h : sur votre téléphone mobile, saisir le code " TEL " suivi d'un espace, votre question puis valider et envoyer au 6 20 30. (0.35€ par message plus le prix du sms)

Le lundi, mardi, jeudi et vendredi à 19h20, nous vous invitons à réagir sur un thème de l'actualité, à poser vos questions aux invités du téléphone sonne. Vous pouvez également, après la diffusion, réécouter l'émission dans son intégralité.

RMC www.rmcinfo.fr

BOURDIN & Co Le 1er show radio d'info

Du lundi au vendredi de 6h à 10h.

Découvrez une nouvelle façon de traiter l'info du matin avec "Bourdin &Co" !
Finis les journaux austères et redondants. Voilà enfin un espace de liberté où auditeurs, politiques et journalistes sont logés à la même enseigne.
Jean-Jacques Bourdin agite, provoque, polémique, et vos réactions ne se font jamais attendre! Un ton débridé et sincère pour des échanges parfois musclés mais toujours respectueux. Pour intervenir : Appelez le 3216 (0,34€/min).

=====

L'association des auditeurs de France Culture

L'association des Auditeurs de France Culture (aafc), créée en 1984, rassemble les personnes qui veulent manifester leur intérêt pour cette chaîne de radio dont les émissions sont écoutées et appréciées au delà de nos frontières.

L'objet de l'association est de regrouper les auditeurs de France Culture pour favoriser des rencontres et coordonner les actions visant à :

- l'évolution de la chaîne dans le maintien de sa qualité ;
- la préservation de son identité et de sa spécificité ;
- l'amélioration de sa technique et de son confort d'écoute ;
- son ouverture aux différents aspects de la culture ;
- son rayonnement et développement de son influence ;
- sa pérennité.

L'Association se déclare attachée au caractère de service public de France Culture et ne saurait en aucun cas se substituer à lui. Elle se veut pluraliste et indépendante de tout engagement politique, confessionnel, syndical et philosophique.

Association des auditeurs de France Culture

83 boulevard Beaumarchais

75003 Paris

Téléphone : 01 42 09 03 67

Courriel : aafc@free.fr

=====

Collectif VAN

[Vigilance Arménienne contre le Négationnisme]

BP 20083, 92133 Issy-les-Moulineaux - France

Boîte vocale : +33 1 77 62 70 77 - Email: contact@collectifvan.org

<http://www.collectifvan.org>

Les Infos Collectif VAN sur :

<http://www.collectifvan.org/rubrique.php?page=1&r=0>